

## En Algérie, une jeunesse désenchantée

L'élection présidentielle a lieu ce samedi. Abdelmadjid Tebboune, candidat à sa succession, affronte Youcef Aouchiche, présenté par le FFS. Reportage. **P. 10**



## Shaka Ponk, dernière tournée à la Fête

Le groupe d'électro-rock, qui vient d'annoncer sa dissolution pour des motifs écologiques, offrira une dernière danse au public du Plessis-Pâté. **P. 16**



VENDREDI 6, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 SEPTEMBRE 2024. | N° 24021. | 2,70 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

# l'Humanité

**MATIGNON**

# L'OUTRAGE

Contre le verdict des urnes, Emmanuel Macron a confié à Michel Barnier, ex-poids lourd de la Commission européenne, chantre de l'austérité, la mission de former un gouvernement. Avec la bénédiction du Rassemblement national. **P. 2**



# Michel Barnier à Matignon, Marine Le Pen faiseuse de roi



Gabriel Attal et Michel Barnier dans la cour de l'hôtel de Matignon, à Paris, le

## GOUVERNEMENT

Méprisant le résultat des élections législatives qui ont porté le Nouveau Front populaire en tête, Emmanuel Macron a fait le choix de nommer Michel Barnier premier ministre avec l'aval du Rassemblement national, promu arbitre de la vie politique.

**D**u barrage républicain au Rassemblement national, il n'y a pas un monde, mais deux mois. Et treize lettres : Michel Barnier. Alors qu'à la veille du second tour des élections législatives Emmanuel Macron appelait à un « large rassemblement clairement démocrate et républicain » pour contrer l'extrême droite, le voilà qui lui obéit au doigt et à l'œil pour dessiner l'avenir politique du pays. Ou plutôt le sien. Qu'importe que le Nouveau Front populaire soit arrivé en tête le 7 juillet en obtenant 193 sièges de députés, depuis rassemblés derrière la candidature de Lucie Castets à Matignon. Le président a préféré virer à tribord toutes en nommant au poste de premier ministre une figure des « Républicains », l'une des rares que le RN n'entendait pas automatiquement censurer. Contrairement à Bernard Cazeneuve ou à Xavier Bertrand, recalés par l'extrême droite. « Le président s'est assuré que le premier ministre et le gouvernement à venir réuniraient les conditions pour être les plus stables possibles, a immédiatement indiqué l'Élysée. Et se donner les chances de rassembler le plus largement. » Jusqu'aux ennemis d'hier.

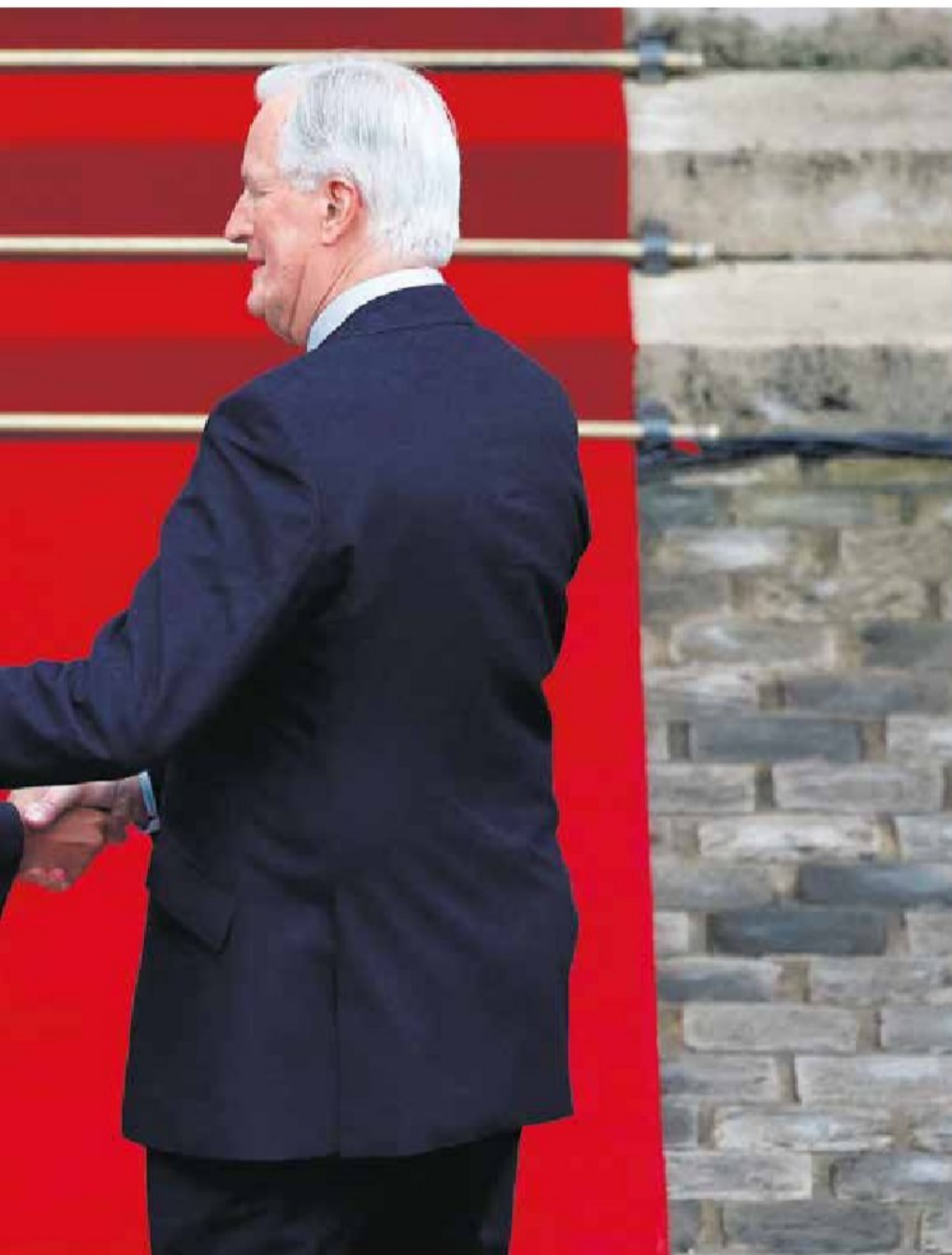
« Michel Barnier semble répondre au moins au premier critère que nous avons réclamé, savourez Marine Le Pen. C'est-à-dire quelqu'un qui soit respectueux des différentes forces

politiques et capable de s'adresser au RN de la même façon qu'aux autres groupes. Ce sera utile parce que des compromis devront être trouvés. » En lui octroyant ce rôle d'arbitre, le chef de l'État place ainsi les 126 députés du RN en position de pivot, faiseurs de roi comme de lois. Jordan Bardella, son président et eurodéputé, l'a bien compris : rien ne se décidera sans son parti, jubile-t-il. À moins de se heurter à la censure : « Nous jugerons sur pièces son discours de politique générale, ses arbitrages budgétaires et son action. Nous plaiderons pour que les urgences majeures des Français (...) soient enfin traitées. Et nous nous réservons tout moyen politique d'action si ce n'était pas le cas dans les prochaines semaines. »

## LA GAUCHE VOTERA LA CENSURE

Même si le député RN Jean-Philippe Tanguy voit en Michel Barnier un « fossilisé de la politique » du fait de sa (très) longue carrière, son parti, habitué du double jeu, entend composer avec cet ultralibéral : un ancien commissaire européen, soutien du « oui » au traité constitutionnel de 2005, garant de la rigueur budgétaire la plus stricte, donc de la doxa bruxelloise que le RN prétend combattre...

Il faut dire que, entre Michel Barnier et l'extrême droite, les points de convergence sont nombreux, et l'hostilité à l'immigration n'est pas des moindres. « Moratoire, limitation drastique du regroupement familial, fin des



5 septembre, lors de la cérémonie de passation des pouvoirs. SARAH MEYSONNIER AFP

régularisations, de l'aide médicale d'État, expulsions facilitées... Monsieur le premier ministre, c'est le moment de tenir vos promesses ! » a lancé l'eurodéputée Marion Maréchal sur le réseau social X, en référence au programme présidentiel du nouveau locataire de Matignon lors de la primaire de la droite en 2021. « Les ingrédients sont réunis pour que la politique du président soit poursuivie, observe Lucie Castets dans un entretien à Mediapart. Voire qu'elle s'approprie davantage les grands marqueurs du RN. »

À gauche, les réactions n'ont pas tardé pour dénoncer ce choix contraire à l'expression des urnes. « C'est un coup de force, un déni de démocratie ! s'est insurgé Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour combattre une politique qui tournerait le dos aux intérêts de la France, à commencer par la censure du gouvernement. » Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, prédit de son côté « une crise de régime » avec le « déni démocratique porté à son apogée » que constitue la désignation d'un « premier ministre issu du parti qui est arrivé en 4<sup>e</sup> position et qui n'a même pas participé au front républicain ».

Au nom de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon a, lui, dénoncé un « vol » de l'élection au « peuple français » : « Le message a été nié. Aussi bien le président, prétendant qu'il s'est assuré de la plus grande stabilité avec monsieur

Barnier, avoue-t-il qu'il a d'ores et déjà reçu des engagements dans ce domaine. Sinon, comment pourrait-il croire qu'il y aura une majorité à l'Assemblée nationale pour accepter le budget qui est préparé dans l'ombre par ses ministres démissionnaires ? »

Tous les groupes parlementaires de gauche ont d'ailleurs fait savoir qu'ils voteront une motion de censure pour faire tomber le premier ministre. À l'inverse, les parlementaires LR, par la voix de leur président de groupe Laurent Wauquiez, ont salué « un homme d'une grande qualité qui a tous les atouts pour réussir dans cette difficile mission ».

## À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Samedi 14 septembre, 16 h 00, à l'Agora de l'Humanité

**Débat : « Contre le coup d'État constitutionnel, la VI<sup>e</sup> République ? »**

Avec Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste et social à l'Assemblée nationale, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat, Mathilde Panot, présidente du groupe FI à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.



## ÉDITORIAL

PAR MARION D'ALLARD

## Crépuscule du « en même temps »

**Du coup de menton de la dissolution au coup de Trafalgar de la nomination** à Matignon, il aura fallu attendre plus de cinquante jours. Plus de cinquante jours d'atermoiements, de parodies de concertations, de ballons d'essai, de petits calculs et de grosses ficelles, de faux suspense pour aboutir, en quelques lignes sur un communiqué, à la désignation de Michel Barnier. Emmanuel Macron vient d'écrire l'épilogue d'un des plus pathétiques chapitres de la V<sup>e</sup> République. Point d'orgue d'une séquence politique désastreuse où au déni démocratique s'est substitué le mépris manifeste du verdict des urnes. La gauche est arrivée en tête aux élections législatives. La droite, adoubée par Marine Le Pen, s'installe à Matignon.

**Exit la « clarification » et le « parfum de cohabitation »**, Emmanuel Macron a fait le choix de la continuation. Celle d'une politique inique, antisociale, ultralibérale, patriarcale et anti-immigration, rejetée sans équivoque il y a à peine deux mois. L'objectif à l'Élysée était clair : rester à la barre et maintenir son cap, coûte que coûte. Il vient de l'atteindre de la plus pitoyable manière, avec l'aide complaisante d'une extrême droite devenue maître du jeu politique. Par un funeste coup double dont il faudra savoir apprécier les conséquences, le

chef de l'État parachève la normalisation du RN et renforce la défiance populaire envers le politique. Le crépuscule du « en même temps ».

**Le macronisme moribond a choisi le RN pour béquille** et la droite conservatrice comme couverture de survie. Pour la démocratie, l'outrage est immense. La mise au ban de la gauche – et de ses électeurs – appelle une réponse puissante et unitaire. Le ca-

**L'objectif à l'Élysée est clair: rester à la barre et maintenir le cap, coûte que coûte.**

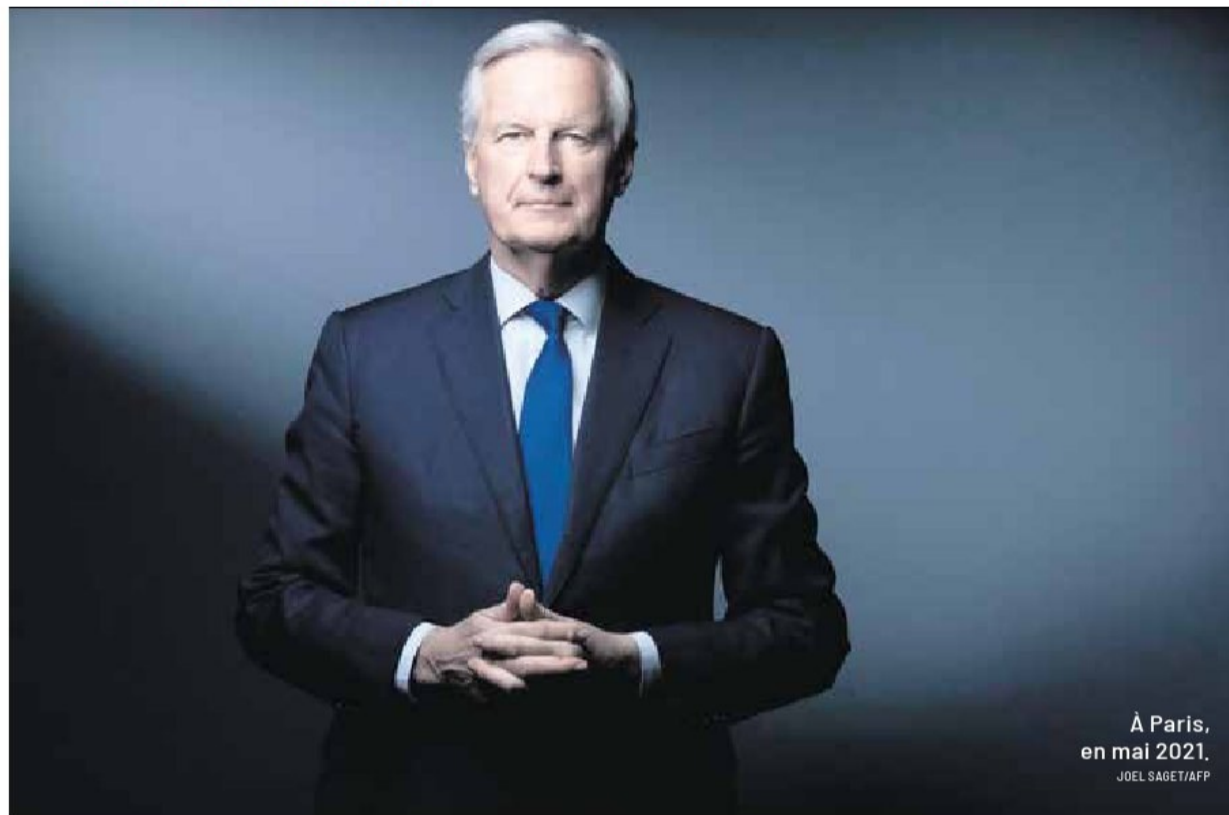
lendrier revendicatif s'étoffe. Le 7 septembre, à l'initiative des organisations de jeunesse et d'ONG, rejointes par les formations de gauche, 150 défilés pour la démocratie s'élanceront dans toute la France. Le 1<sup>er</sup> octobre, la CGT appelle à la mobilisation. Et entre les deux, rendez-vous à la Fête de l'Humanité, là où convergent les forces de progrès, où se confrontent les projets et s'échangent les idées, où se construisent les alternatives, où le peuple de gauche regarde vers l'avenir. ■

Dans le camp présidentiel, une seule voix discordante, celle de l'ex-macroniste Sacha Houlié, inquiet de voir que « cette nomination se justifie par la stabilité d'un gouvernement suspendu à la bienveillance du RN ».

Le discours de politique générale du nouvel hôte de Matignon ne devrait pas se faire attendre : la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a demandé au président de la République la convocation « indispensable » d'une session extraordinaire du Parlement dans les meilleurs délais. « Le premier ministre doit pouvoir se présenter devant la représentation nationale pour exposer ses priorités et participer à des séances de questions », a-t-elle écrit dans un courrier adressé à Emmanuel Macron.

Sur le perron de Matignon, jeudi soir, Michel Barnier a donné un avant-goût de sa future adresse aux parlementaires. À l'occasion de la passation des pouvoirs avec son prédécesseur, Gabriel Attal, qui a souligné la capacité à « manœuvrer » en milieu hostile de l'ancien négociateur du Brexit, le nouveau premier ministre a promis de ne pas être « sectaire ». « Quand on est sectaire, c'est que l'on est pas sûr de ses idées », a-t-il affirmé, promettant de respecter « toutes » les forces politiques représentées au Parlement et de piocher « partout » de « bonnes idées ». Dans certains camps plus que dans d'autres. ■

ANTHONY CORTES



À Paris,  
en mai 2021.  
JOEL SAGET/AFP

## Avec Michel Barnier, Bruxelles arrive à Matignon

Fervent défenseur du « oui » à la Constitution européenne, l'ancien ministre traîne derrière lui cinquante années de vie politique au service de l'austérité budgétaire. Récemment, il s'est découvert une farouche aversion pour l'immigration, ce qui explique la bienveillance du RN à son égard.

**E**t en même temps. À 73 ans, Michel Barnier devient le premier ministre le plus âgé de la V<sup>e</sup> République, après avoir été, à 27 ans en 1978, le plus jeune député du Palais Bourbon. Pas du tout issu du « nouveau monde » cher à Emmanuel Macron, il a fait ses premières armes en politique comme collaborateur ministériel sous les présidences de Georges Pompidou et Valérie Giscard d'Estaing. Élu président du conseil général de Savoie en 1982, il lance la candidature d'Albertville aux jeux Olympiques d'hiver avec Jean-Claude Killy. Cet événement planétaire le fera connaître, en 1992, au-delà des contreforts alpins. Il devient, l'année suivante, ministre de l'Environnement d'Édouard Balladur, avant de devenir ministre des Affaires européennes de Jacques Chirac, puis d'obtenir de Nicolas Sarkozy le portefeuille de l'Agriculture.

C'est surtout sur le plan européen que ce membre de LR s'est distingué. Négociateur français du traité d'Amsterdam de 1997, il est gère ensuite, comme commissaire à la politique régionale, les fonds structurels de 1999 à 2004. À ce titre, Michel Barnier représente, à partir de 2001, la Commission au sein du présidium de la convention sur l'avenir de l'UE qui accouche du très contesté traité constitutionnel européen. Ardent défenseur du « oui » pour graver dans le marbre européen les politiques libérales, il s'engage à fond lors de la campagne référendaire de 2005 en France. La victoire éclatante du « non » ne met toutefois pas de coup de frein à sa carrière.

De 2010 à 2014, il redevient commissaire, chargé cette fois du marché intérieur, au moment où les « pays frugaux » et la commission Barroso prônent une politique austéritaire et saignent la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie.

### PORTRAIT

**Lors de la primaire de l'UMP en 2022, il plaide pour le départ à 65 ans et l'allongement de la durée du temps de travail.**

Il échoue à se faire désigner président de la Commission en 2014, mais devient négociateur de l'UE sur le Brexit à partir de 2019. Si, à Bruxelles, il a pu un peu contenir, en bon Français, les ardeurs les plus ultralibérales des Anglo-Saxons, à Paris, il est de toutes les aventures conservatrices et austéritaires.

Sa ligne est droitière. En 1981, le député Barnier vote contre la dépénalisation de l'homosexualité. Lors de la primaire de l'UMP pour la présidentielle de 2022, il se fait remarquer en plaidant pour l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 65 ans et l'allongement de la durée du temps de travail. Il défend alors une « pause migratoire » de trois à cinq ans ; il appelle à « cesser les régularisations inconditionnelles de sans-papiers », à remettre en cause l'aide médicale d'État et à restreindre le regroupement familial. S'il est favorable à un contrôle européen des budgets des États, il souhaite, comme les extrêmes droites européennes, que la Cour européenne des droits de l'homme ne puisse plus imposer ses décisions à la France. Jusqu'à défendre un « bouclier constitutionnel » sur les questions migratoires, afin de sortir des « jurisprudences européennes ».

Voilà qui explique certainement la mansuétude du RN à son égard. Le parti de Jordan Bardella semble prêt à mettre sous le boisseau le passé européen de Barnier afin de se légitimer auprès du patronat, tout en comptant sur lui pour s'en prendre aux migrants. Quant à Michel Barnier, saura-t-il se montrer digne de ses propos de mai 2021 sur le plateau de l'émission *Quotidien* ? « Je ne ferai jamais aucun compromis. Il n'y aura jamais de complaisance, ni de faiblesse à l'égard des thèses de l'extrême droite. » Le favori de l'Élysée semble maintenant mûr pour manier le « en même temps » macroniste. ■

GAËL DE SANTIS

## Face au coup de force, une marche pour la démocratie

Les mouvements lycéens et étudiants, soutenus par la FI, le PCF, EELV et Génération.s, appellent à une grande manifestation samedi pour contester la désignation du premier ministre.

**P**our cette rentrée, faut-il s'attendre à un déferlement social ? À peine une heure avant la désignation de Michel Barnier au poste de premier ministre, l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne (USL) ont présenté les préparatifs de la « marche contre le coup de force d'Emmanuel Macron et pour la démocratie », organisée ce samedi 7 septembre dans plus de 150 communes. Car, ces organisations de jeunesse n'entendent pas laisser le président de la République leur voler leur vote, et réclament la nomination de Lucie Castets à Matignon.

« C'était notre rôle puisque la jeunesse s'est mobilisée contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et contre Emmanuel Macron, qui a été sévèrement battu lors de trois scrutins en seulement un mois », indique Manès Nadel, président de l'USL, qui s'était illustré dans le mouvement contre la réforme des retraites. « Le président refuse d'entendre le principal message de ces élections, c'est-à-dire le refus catégorique du RN, puisque désormais tout est dans les mains de Marine Le Pen ! » tance-t-il encore, alors que tous les représentants de gauche dénoncent une entente entre la Macronie et le RN pour éviter à Michel Barnier la censure immédiate. « C'est vraiment à contre-courant total des aspirations exprimées dans les urnes », enrage aussi Éléonore Schmitt, porte-parole de l'Union étudiante.

### L'ESPOIR D'UN « SURSAUT DANS LA RUE »

Les mobilisations de samedi sont soutenues par la plupart des partis de gauche. Manuel Bompard, coordinateur de la France insoumise, appelle ainsi « les Françaises et les Français, quelles que soient leurs opinions politiques », à faire entendre leur voix dans la rue. Car, ils'agit « de savoir si, en France, quand on se mobilise massivement aux élections législatives, on peut accepter qu'un homme seul, le président de la République, décide d'effacer cela d'un revers de la main ». Hella Kribi-Romdhane, coordinatrice de Génération.s, en appelle à « cette société civile qui fait le Nouveau Front populaire » et Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac, espère « un sursaut dans la rue », « une réponse la plus large possible du mouvement social » pour « défendre un modèle de société égalitaire solidaire ».

La manifestation de Paris partira de Bastille à 14 heures, pour finir à Nation. Seront également présents le PCF, Les Écologistes, Picardie debout !, L'Après et, pour le mouvement féministe, le Planning familial et #NousToutes. Tout un peuple de gauche uni contre un coup de force de l'Élysée et pour le respect de la démocratie. ■

LISA GUILLEMIN

«*L'amitié a des grandeurs inconnues de l'amour. Elle se fortifie dans les difficultés, alors que les contraintes massacrent l'amour.*» **Mariama Ba**

## LA FEMME DU JOUR



### Imane Maarifi

Les policiers ont déboulé chez elle mercredi à 7h30 et l'ont embarquée, devant son mari et ses enfants, direction le commissariat du 8<sup>e</sup> arrondissement où elle a été placée en garde à vue. Il lui serait reproché d'avoir proféré des insultes et menaces de mort dans le cadre d'une campagne téléphonique contre la tenue, le 8 septembre à Paris, du salon israélien de l'investissement et de l'immobilier. Partie à Gaza l'hiver dernier avec l'ONG Palmed, cette infirmière avait témoigné à son retour, jusqu'à l'Assemblée nationale, de la situation dramatique dans l'hôpital où elle avait séjourné. Selon ses amis et soutiens, dont le député Thomas Portes, c'est cette activité qui aurait en réalité motivé son interpellation, qui n'aurait d'autre but que de l'intimider. Ils espéraient sa libération rapide. ■

OLIVIER CHARTRAIN



## CACTUS 40

### Le dispositif Pinel étrillé

La droite aime à vilipender le logement social, accusé de ponctionner les finances publiques. Mais c'est le dispositif Pinel, une aide de l'État pour individus désireux d'investir dans la construction, qui vient de se faire épingler par la Cour des comptes. Dans son rapport rendu public le 5 septembre, l'institution estime que ce dispositif a déjà coûté 7,3 milliards d'euros depuis sa mise en place en 2014, mais « ne remplit qu'imparfaitement » ses objectifs. S'il a « largement contribué au déclenchement d'opérations immobilières qui n'auraient pu, ou moins rapidement, aboutir », celles-ci n'ont pas été réalisées en zones très tendues, où la demande de logements est la plus forte. Conçus comme un placement pour des investisseurs aisés à la recherche d'un outil de défiscalisation, ces logements Pinel sont de plus revendus sans offrir, comme promis, des prix en dessous de ceux du marché.

## L'œil de Soph'

MATIGNON : MACRON A CHOISI.



## LA BONNE NOUVELLE Les ex-patrons de Deliveroo coupables de travail dissimulé

Ils pensaient échapper à la justice en plaçant leur rôle de simples exécutants, mais leur responsabilité les a rattrapés. Jeudi, trois anciens cadres de la plateforme de livraison de repas Deliveroo ont été condamnés en appel pour travail dissimulé. Ils écoperont d'amendes de 30 000 et 10 000 euros, et d'une interdiction de cinq ans avec sursis de diriger une entreprise. Les trois cadres rejoignent ainsi leur ancienne société, Deliveroo, dans la liste des condamnés de l'ubérisation. « Cette condamnation

montre qu'il n'y a pas d'ubérisés sans ubérisateurs. On espère que ce jugement aura des vertus pédagogiques auprès des autres dirigeants de plateformes », note un juriste de la fédération SUD commerce et services, partie civile. Avec cette condamnation, la cour reconnaît ainsi que les travailleurs de la plateforme n'étaient pas indépendants, comme le plaçait la défense, mais bien sous la subordination de la société qui les contrôlait et les sanctionnait lorsque le travail était jugé insatisfaisant. ■

MARIE TOULGOAT

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Gaza** Amnesty International demande une enquête pour crime de guerre contre Israël : l'ONG a révélé, jeudi 5 septembre, les résultats de l'enquête qu'elle a menée sur huit mois de destructions à l'est de Gaza par l'armée israélienne dont l'objectif affiché est la création d'une « zone tampon ». Des destructions « injustifiées et contraires au droit international humanitaire », selon Amnesty.

**Climat** Dans son bulletin annuel, l'Organisation météorologique mondiale alerte sur le « cercle vicieux » que forment le changement climatique, la pollution atmosphérique et les feux de forêts. L'institution de l'ONU s'inquiète des répercussions sur la santé, les écosystèmes et l'agriculture, et appelle à « agir en conséquence ».



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Bonnes pommes

On a demandé un jour à un milliardaire américain comment il l'était devenu. « Eh bien, j'ai trouvé une pomme, je l'ai nettoyée et vendue, j'ai acheté deux pommes que j'ai revendues et j'allais en acheter un panier quand j'ai reçu le télégramme qui m'informait que j'héritais de mon grand-père. » C'est aussi une belle histoire que va raconter Xavier Niel, le PDG de Free, à l'Olympia le 18 septembre, où il répondra à la question que, nous dit-on pour annoncer l'événement, tout le monde se pose : « Comment devenir milliardaire ? » C'est toujours mieux que se demander comment finir le mois. Il ne l'a pas été d'emblée mais a commencé modestement avec des sites sur le Minitel rose, l'ancêtre de nos écrans. À 20 ans, il crée des peep-shows, des sex-shops et des services pornographiques... Premières étapes d'un parcours jusqu'à devenir un grand patron des médias et même copropriétaire du Monde. Ça vous pose un homme. L'Olympia est déjà complet pour la soirée. 2000 milliardaires de plus. De là à les prendre pour des pommes. ■



## C'EST UN SCANDALE

### Danone retire le Nutri-Score de ses yaourts à boire

Mercredi 4 septembre, Danone a annoncé qu'il n'affichera plus le classement Nutri-Score sur ses yaourts à boire, désormais nettement moins bien notés. Ce système consiste à apposer un code couleur et des lettres sur les produits pour orienter les consommateurs vers des produits plus sains et encourager les industriels à améliorer leurs recettes. Le problème pour le géant industriel, c'est le nouveau mode de calcul utilisé par Nutri-Score qui fait baisser la note de certains de ses produits phares. Présenté par Danone comme un produit « santé », l'Actimel est passé de A à D. Le groupe a donc choisi de priver le consommateur d'informations chaque fois que le Nutri-Score n'est pas flatteur, c'est-à-dire pour les versions liquides de ses marques Actimel, Danonino, Hi-Pro, Danone ou encore Activia.



ENTRETIEN

Gisèle Pélicot au tribunal d'Avignon (Vaucluse), le 5 septembre 2024. AFP

# « Les victimes connaissent souvent leurs agresseurs »

**SOUSSION CHIMIQUE** Le procès de Dominique Pélicot, qui a drogué et laissé violer sa femme par des dizaines d'hommes, rappelle que cette coercition médicamenteuse est un phénomène massif. La docteure Leila Chaouachi appelle à une meilleure sensibilisation du grand public.

**P**endant dix ans, Gisèle Pélicot a été droguée à son insu et abusée par son époux et des dizaines d'hommes recrutés par ce dernier. Cette affaire sans précédent a révélé au grand jour le phénomène méconnu de la soumission chimique, comme l'explique Leila Chaouachi, docteure pharmacienne au centre d'addictovigilance de Paris et experte nationale de l'enquête « Soumission chimique » auprès de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé).

## Pouvez-vous revenir sur la définition de la soumission chimique ?

Nous distinguons la soumission chimique de la vulnérabilité chimique. La première correspond au fait de droguer quelqu'un sans son consentement dans le but de commettre un crime ou un délit. La seconde évoque un état de fragilité induit par la consommation volontaire d'une substance. Les deux cas sont des facteurs aggravants aux yeux de la loi puisqu'une victime n'est jamais responsable de son agression.



**LEILA CHAOUACHI**  
Docteure au centre d'addictovigilance de Paris

## Y-a-t-il une augmentation des cas ces dernières années ?

Oui, largement ! Nous avons enregistré 1 229 signalements de soumission vraisemblable en 2022. Soit une augmentation de 69 % en un an ! Depuis 2017, à la faveur du mouvement #MeToo, nous avons constaté une nette augmentation des témoignages de victimes. À partir de 2021, avec la création du #MeToo GHB, son nombre est devenu exponentiel. Et cette libération de la parole se poursuit. C'est le reflet d'une prise de conscience collective. Penser qu'il n'y avait pas de soumission chimique avant le hashtag BalanceTonBar est un leurre. #MeToo a permis de lever le voile sur un fait de société jusqu'alors ignoré.

## Quel est le profil des victimes ?

En 2022, 82 % des victimes étaient des femmes. Cette donnée concerne aussi bien des femmes cisgenres que transgenres. Et elles concernaient des personnes âgées de 9 mois à 90 ans. Les agresseurs, quant à eux, sont en grande majorité des hommes, très souvent connus de leurs victimes.

## À qui peut s'adresser une personne lorsqu'elle soupçonne un abus lié à l'administration de drogues ?

La victime doit déposer plainte dans des délais brefs. Elle sera orientée vers une unité médico-judiciaire, où des prélèvements de sang et d'urine seront effectués. S'il est question d'agression sexuelle, on va rechercher de l'ADN étranger, constater des lésions aux niveaux corporel et gynécologique. Dans les cas de viol, une prophylaxie anti-VIH et une contraception d'urgence sont mises en place. C'est une course contre la montre pour gérer à la fois l'urgence médicale et la préservation des éléments de preuve. Ces derniers sont essentiels. Certaines victimes délivrent un récit partiel, quand d'autres ne sont tout simplement pas en mesure de le faire. Passer par une unité médico-judiciaire évite à la victime la charge financière des analyses. Celles-ci sont menées par des experts toxicologues et nécessitent des techniques de pointe pour détecter la substance administrée à la victime.

## Comment éviter que des médicaments prescrits sur ordonnance ne soient détournés de leur usage ?

Quand des médicaments sont identifiés par l'ANSM, toute une batterie réglementaire est mise en place pour réduire les risques. Je prends l'exemple du Rivotril. C'est un

antiépileptique identifié comme un agent de soumission chimique très puissant. Ce médicament est aujourd'hui prescrit via une ordonnance sécurisée car il est assimilé à un stupéfiant. Cela permet de contrôler la durée de prescription, limitée à vingt-huit jours. Un colorant a aussi été ajouté dans sa formulation afin d'éviter son utilisation par un agresseur. Cela reste des mesures de réduction des risques. Néanmoins, la lutte contre l'usage criminel est quelque chose de plus global à mettre en place. Il est impossible d'empêcher une personne de se procurer certains médicaments. La réglementation ne fait pas tout. Il faut qu'il y ait une véritable éducation à la santé.

#### Comment lutter contre ce phénomène ?

D'abord en améliorant la formation des professionnels – magistrats, policiers, soignants ou encore pharmaciens – afin qu'ils écoutent et orientent au mieux les victimes.

**« Réglementer ne fait pas tout. Il faut une éducation à la santé. »**

Car certaines ne vont pas s'identifier comme telles. Cela peut générer des situations d'errance médicale. Il est donc important de monter en compétences sur le sujet de la soumission chimique.

Les professionnels devraient pouvoir y penser dès lors qu'ils ont écarté toutes les possibilités. Mais, pour cela, il faut leur donner les moyens de pouvoir poser ce diagnostic. Il faut aussi sensibiliser le grand public, parler du consentement sous substance ou mettre en place des dispositifs de téléconseil pour aider les victimes. Nous avons tous un rôle à jouer dans la lutte contre la soumission chimique. C'est quelque chose de multidimensionnel ! ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BÉRÉNICE PAUL

## Premier témoignage de Gisèle Pélicot

Au quatrième jour de procès à Avignon, la septuagénaire a témoigné avec une grande dignité face à son mari et aux 50 autres hommes accusés de l'avoir violée sous drogue.

**E**lle aura mis deux ans à regarder les vidéos de ses viols, filmés et archivés par son mari. Et quatre ans plus tard, elle témoigne pour la première fois publiquement lors du procès intenté à son époux et à 50 autres hommes, accusés de l'avoir violée alors qu'elle était sous soumission chimique, inconsciente. Gisèle Pélicot a tenu à ce que le procès, ouvert depuis lundi 2 septembre, ne se tienne pas à huis clos.

Aujourd'hui, elle veut « reprendre le contrôle » de sa vie. Chaque jour, à la cour criminelle départementale d'Avignon, la septuagénaire s'est présentée entourée de sa famille. Ce jeudi à l'audience, digne, elle a pris la parole face à un mari baissant la tête dans le box des accusés. Elle remercie les policiers qui lui « ont sauvé la vie » en enquêtant dans l'ordinateur de son époux, qui

contenait près de 4 000 photos et vidéos d'elle, amorphe et abusée à son insu pendant dix ans.

Pourtant, le 2 novembre 2020 au commissariat, son « monde s'écroule ». « Tout s'effondre. On était un couple fusionnel avec sept petits-enfants », explique à la barre Gisèle Pélicot. Le policier lui montre tout d'abord des photos. « Je ne me reconnaissais pas. Ce sont des scènes de viol, je suis dans mon lit, inerte, endormie, et on est en train de me violer. »

#### « COMME UNE POUPÉE DE CHIFFON »

Plus de 200 viols ont été comptabilisés par les enquêteurs, qui auraient été commis par plus de 80 hommes différents. Mais tous n'ont pu être interpellés. « Ils me considèrent comme une poupée de chiffon », reprend Gisèle Pélicot. La veille, plusieurs accusés ont tenté d'expliquer, pour se

disculper, avoir imaginé prendre part à un libertinage scénarisé par le couple, la femme jouant l'endormie. Elle leur répond : « Qu'on ne me parle pas de scènes de sexe, ce sont des scènes de viol, je n'ai jamais pratiqué le triolisme, ni l'échangisme, je tiens à le dire. » Répondant aux questions du président de la cour, elle répète clairement, distinctement, n'avoir jamais participé de plein gré à ces scènes, ni n'avoir autorisé « monsieur Pélicot » à la filmer.

Aujourd'hui, Gisèle Pélicot est suivie par un psychiatre : « La façade est solide, mais l'intérieur est un champ de ruines. » Après 1 h 30 d'audience, la femme de 72 ans s'est aussi adressée à la presse lors d'une suspension de séance : « Je pense avoir dit tout ce que je pouvais dire. (...) Mais il va falloir se battre, jusqu'au bout, car ce procès va durer quatre mois. » ■

KAREEN JANSELME

## ESPACE COLLECTIVITÉS

le rendez-vous professionnel  
au service des collectivités



**D'ENGAGEMENT  
POUR LA TRANSFORMATION  
DES TERRITOIRES**

**12 • 13  
SEPTEMBRE  
2024**  
LE PLESSIS-PÂTÉ

des **débats** au cœur des enjeux  
des territoires

**200** exposants inscrits

**10 000** élus & cadres territoriaux

**15 000 m<sup>2</sup>** d'espace d'exposition

**DEMANDEZ VOTRE BADGE  
DÈS MAINTENANT !**



Retrouvez le programme complet  
**[www.espace-collectivites.com](http://www.espace-collectivites.com)**

EN LUTTE

**PORT BLOQUÉ À CALAIS**

À l'appel de la CGT, le personnel du port de Calais s'est mis en grève dans la matinée de jeudi, bloquant l'accès du port aux autobus et aux poids lourds. Il dénonce un climat de travail malsain et exige d'être reçu par la direction du port.

**ENSEIGNANTS ABANDONNÉS**

Les enseignants du lycée Germaine-Tillion du Bourget (Seine-Saint-Denis) sont en grève depuis la rentrée pour protester notamment contre l'absence d'assistante sociale. Le Snes-FSU dénonce un « *abandon manifeste* » de l'État.

**GRÈVE DU PÉRISCOLAIRE**

La Supap-FSU, la CFDT et la CGT ont appelé les personnels parisiens du périscolaire à une grève, le 5 septembre. Les revendications portaient sur l'augmentation de leurs indemnités et le reclassement des directeurs périscolaires et des animateurs.

# Renault en pole position pour l'arrêt des moteurs de Formule 1

**AUTOMOBILE** La CGT appelle les personnels à manifester, le 12 septembre, devant le site d'Alpine F1 à Viry-Châtillon, contre le projet d'externalisation des activités de motorisation.

**L**a Formule 1, ses circuits glamour, ses lignes droites mythiques, ses chicanes acrobatiques et... ses coups fourrés. C'est pour éviter que Renault ne prenne la pole position dans cette dernière catégorie que les syndicats CGT du groupe automobile appellent l'ensemble des personnels à une mobilisation devant le site de Viry-Châtillon (Essonne), le 12 septembre. La direction du constructeur français est en effet en passe de tirer un trait sur cinquante années d'histoire de la marque au losange en F1. Elle envisage de faire rouler à partir de 2026 les futurs bolides de son écurie Alpine avec des moteurs... Mercedes ou d'un autre constructeur.

À la poubelle, donc, la nouvelle motorisation de « *rupture technologique* » commandée par le directeur général de Renault, Luca De Meo lui-même, en vue de relancer l'écurie dont les résultats ont fléchi de la quatrième place des constructeurs (sur 10) en 2022 à la huitième en 2024. Et tant pis si les performances du nouveau RE26A testées en banc d'essai en juin vont, pour certaines, au-delà du cahier des charges imposé aux ingénieurs.

Cette externalisation, synonyme de délocalisation, annonce un gros gâchis industriel pour ce site à 80 % tourné vers la F1. Une bonne partie des 350 cadres et ingénieurs de pointe seront immédiatement débauchés par la concurrence (Audi a débloqué plus d'un milliard d'euros pour revenir à la compétition) ou... l'armement, dont les affaires sont florissantes. Au vu des faibles projets avancés pour pallier la perte d'activité à Viry-Châtillon, les restants ne trouveront pas forcément de postes de reclassement. Quant aux 150 salariés des sous-traitants, c'est la porte immédiatement.

Dans les paddocks, la décision de sous-traiter la conception et la fourniture de la motorisation a provoqué l'incompréhension. À Monza, le week-end dernier, plusieurs dizaines d'employés ont exprimé leur opposition au projet, en manifestant des tribunes du Grand Prix d'Italie, alors que l'usine était en grève. « *Nous avons reçu des témoignages de soutien d'anciens directeurs comme de certains de nos fournisseurs, même à l'international comme au Japon, qui ne veulent plus s'engager avec Alpine*, affirme Karine Dubreucq, déléguée syndicale Alpine F1. Avec nos 12 titres de champion du monde, nous sommes la vitrine technologique de Renault. En nous sacrifiant, il y a un grand

risque de démantèlement des activités motoristes en France qui s'accompagnerait d'une perte de compétences irrémédiable et qui aurait des répercussions sur les ventes de nos voitures en série et luxe. »

## « C'EST LE MIROIR DE CE QUI SE PASSE DANS L'ENSEMBLE DU GROUPE »

Est-ce la colère en voie de propagation sur les réseaux sociaux via #viryontrack, l'expertise lancée par le comité social et économique d'Alpine F1, ou les lettres de demande d'explications envoyées au siège, aux ministères de tutelle et à l'Élysée par l'édile de Viry-Châtillon et des parlementaires en Essonne ? Toujours est-il que ces multiples pressions semblent produire leurs premiers effets. Jeudi, Luca De Meo a lâché au site spécialisé Motorsport qu'« *aucune décision n'a encore été prise. Nous avons quatre ou cinq semaines pour déterminer les prochaines étapes avant la réunion du conseil d'administration. Nous évaluons toutes les opportunités* ».

Mais le directeur général prévient : « *Si l'on considère cela d'un point de vue purement financier – combien coûte le développement d'un moteur pour 2026 soi-même et combien*



Sur site de Viry-Châtillon (Essonne), le 30 août. NOLWENN

## L'AGENDA



**7 septembre** Manifestation à l'appel de l'Union étudiante et de l'Union syndicale lycéenne, rejointes par la FI, après le refus d'Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon.

**10 septembre** La FSU-Snuipp, la CGT Éduc'action et SUD éducation organisent une grève dans les écoles pour s'opposer au « choc des savoirs » et à la généralisation des évaluations.

**28 septembre** Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, regroupant ONG féministes, partis et syndicats, invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.

**1<sup>er</sup> octobre** La CGT, Solidaires et la FSU prévoient une journée interprofessionnelle de mobilisation et une grève pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.



COSSON/PHOTOPOR/LE PARISIEN/MAXPPP

pourrait-on économiser avec un moteur client –, alors on parle d'une énorme différence. » D'un côté, 120 millions d'euros de coûts de développement en interne. De l'autre, 17 millions annuels pour la fourniture d'un moteur clé en main dans une voiture qui n'aura plus d'Alpine que le logo.

« Alpine F1, c'est le miroir de ce qui se passe dans l'ensemble de Renault, avec des plans de départ successifs, synonymes de perte de compétences, tout cela pour réaliser des économies et augmenter la marge opérationnelle de six mois en six mois », lui répond Thomas Ouvrard. Le délégué syndical CGT voit arriver les négociations pour le prochain plan industriel triennal. Depuis 2013, ces plans ont donné lieu à trois mal nommés « accords de compétitivité » conduisant à la suppression de 15 000 postes. En contrepartie du dernier, la direction avait promis de mettre le paquet sur l'électrique en France pour compenser les délocalisations des activités liées aux voitures thermiques et hybrides. « Le premier nouveau projet électrique devait être la nouvelle Twingo. Sa conception est partie en Chine et sa fabrication devrait se faire en Europe de l'Est », dénonce Florent Grimaldi, secrétaire général de la CGT Lardy. ■

STÉPHANE GUÉRARD

## Les Bourses vacillent dans le sillage de Nvidia

**SPÉCULATION** Jamais une entreprise n'avait perdu autant en une journée que le fleuron de l'intelligence artificielle. De quoi faire trembler les marchés du monde entier.

C'est un record historique : la capitalisation boursière de Nvidia a fondu de 280 milliards de dollars en une seule journée. Du jamais-vu, même si ça ne représente que 10 % de sa valeur totale. Le précédent record était détenu par Facebook, début 2022, en plein flop du métavers, qui avait perdu 251 milliards en une séance. À l'inverse du géant des réseaux sociaux, le fleuron de l'intelligence artificielle entraîne du monde à sa suite. Les premiers touchés sont ses concurrents directs, les fabricants de semi-conducteurs : AMD a abandonné 7,8 %, Intel 8,8 %, Broadcom 6,2 % et Qualcomm 6,9 %. Dans son ensemble, le Nasdaq, le marché états-unien où sont indexées, entre autres, les entreprises technologiques, a donc perdu près de 3,5 %. La Bourse de Tokyo (Nikkei), qui surveille aussi de très près cet indice, a reculé de 4,4 %.

Le mouvement se propage aussi en Europe, où le fabricant de semi-conducteurs néerlandais ASML perdait 5,4 % mercredi, l'allemand Infineon 2,6 %, tandis que le franco-italien STMicroelectronics chutait, lui, de 2,2 %, la plus forte baisse d'un CAC 40 globalement en léger retrait.

C'est donc tout le secteur qui a tremblé, et pas seulement Nvidia. Pourtant, l'élément déclencheur fut que l'entreprise a reçu une citation à comparaître de la part du département de la Justice nord-américain. Elle est en effet suspectée de pratiques anticoncurrentielles et d'avoir violé les lois antitrusts. Cela lui pendait au nez : un concurrent se plaignait « de méthodes mafieuses » et plusieurs sous-traitants et clients dénonçaient les pressions exercées par Nvidia, en situation de domination écrasante sur le marché des processeurs à destination de

l'intelligence artificielle. Les principaux clients du fabricant de puces californien s'appellent Google, Microsoft ou Amazon et, en matière d'abus de position dominante, ils en connaissent un rayon. En outre, comme Nvidia conçoit des processeurs mais ne les fabrique pas, elle se révèle complètement dépen-

**Ce n'est ni un krach ni l'éclosion de la bulle spéculative de l'IA.**

dante du taïwanais TSMC, le seul fondeur au monde capable d'une finesse de gravure suffisante pour les produire. C'est une situation de fragilité : le groupe doit tout faire pour être prioritaire sur les lignes de montage de son sous-traitant, en plus de rester tributaire d'une situation géopolitique incertaine.

La débandade dépasse donc le simple cas de Nvidia et ses ennemis judiciaires. Mais on reste loin d'un krach, même si les montants impressionnent. On pourrait évoquer plutôt un rééquilibrage. Le groupe détenait d'ailleurs un autre record : la plus forte hausse de capitalisation en une seule journée, le 22 février, quand Nvidia avait gonflé de 277 milliards de dollars, un montant quasiment identique à la baisse de mardi, d'ailleurs. Et malgré cette chute, la valorisation de cette entreprise aux 26 000 salariés tutoie encore le PIB français.

Ce n'est ni un krach ni (encore ?) l'éclosion de la bulle spéculative de l'intelligence artificielle. S'il fallait une preuve, la start-up Safe Superintelligence (SSI), fondée par un ancien d'Open IA (ChatGPT), qui a tout juste 3 mois vient d'annoncer une levée de fonds de 1 milliard de dollars, et pèserait déjà 5 milliards alors qu'elle n'a rien à vendre. ■

PIERRIC MARISSAL



San José (Californie), le 18 mars. Le directeur général de Nvidia, Jensen Huang. JIM WILSON/NYT-REDUX/REA

# Algérie : une jeunesse piégée par le désespoir

**PRÉSIDENTIELLE** Imen, Nassim, Abdelmalek. Trois jeunes, un même objectif : quitter le pays et bâtir leur vie ailleurs. Rencontre avec eux avant le scrutin du 7 septembre, qui les laisse indifférents.

Alger (Algérie), correspondance particulière.

« **Q**uand je vois de vieux sexagénaires, voire des septuagénaires, défiler dans les meetings de campagne des candidats, je me dis que je n'ai plus de place, ni d'avenir dans ce bled ! » Titulaire d'un master en sciences du langage de la faculté des langues étrangères à l'université d'Alger, Imen, 23 ans, semble perdre toute illusion que l'élection présidentielle de samedi puisse apporter un espoir. Son seul « projet » ? Économiser un peu d'argent et prendre un billet aller simple pour un ailleurs qu'elle imagine forcément meilleur.

« Ici, c'est un épais brouillard pour moi... je ne perçois aucune lueur à l'horizon. Mon diplôme universitaire ne me sert à rien. Je vivote avec de petits boulots qui sont parfois humiliants », lâche-t-elle, dépitée. Mais elle ne compte pas subir ce funeste sort. « Non, c'est insoutenable de rester, ces gens nous condamnent à faire un seul choix : partir ou... partir ! » ajoute-t-elle, fataliste mais décidée.

Munie de sa licence en langue française et de son anglais parfait, Imen est loin d'être résignée. « Je ne les laisserai pas voler ma jeunesse et mes rêves ! » lance-t-elle à la cantonade, dans une allusion évidente à ce que les Algériens appellent le « système » pour désigner les tenants du pouvoir et toute la toile d'araignée qu'ils ont tissée dans les institutions et les organismes publics. Même après avoir essuyé cinq refus

des universités françaises pour y poursuivre ses études, Imen ne perd pas espoir de pouvoir décrocher un visa d'études ou un visa « tout court ». Pour elle, c'est quasiment une question de vie ou de mort. « Je dois quitter le plus vite possible l'Algérie, c'est un très beau pays mais ils veulent, hélas, nous chasser d'ici en nous bouchant l'horizon, pour qu'ils en profitent eux-mêmes avec leurs enfants », se désole-t-elle. Imen supporte de moins en moins l'islamisation rampante de la société, via des signes ostentatoires d'une religiosité de plus en plus envahissante et qui l'agace au plus haut point.

Comme elle, nombreux sont les jeunes filles et garçons d'Algérie, fraîchement sortis des universités, à vouloir tenter « el harba » (fuir à l'étranger) face à la résurgence du conservatisme et autres archaïsmes. Ce mal-être existentiel est vécu par une bonne partie des jeunes Algériens, auxquels est pourtant dédié un haut conseil de la jeunesse placé sous l'autorité du président de la République, mais qui peine à regarder vers le bas. Le fait est que les membres de cet organisme officiel ont été mobilisés pour faire campagne pour le candidat président Abdelmadjid Tebboune. « Ceux-là ne me représentent pas. Ce sont de "vieux jeunes" qui servent d'alibi à un système peuplé de gérontocrates pour faire passer la pilule », fulmine Nassim, ingénieur en électronique. Cela fait cinq ans qu'il a obtenu son diplôme, mais il continue de travailler comme serveur dans un café à Belouizdad, un quartier populaire d'Alger.

## PROFONDE FRUSTRATION ET CRAINTE POUR L'AVENIR

Il est conscient qu'à 30 ans, il doit réfléchir à vite « se caser » dans une entreprise qui correspond à son profil, plutôt que de servir du café à longueur de journée. Nassim, qui jongle allégrement entre les langues française, arabe et anglaise, fait contre mauvaise fortune bon cœur. « Vous êtes le premier à qui je décline la nature de mon diplôme. Mis à part les gens de mon quartier, personne ne connaît mon niveau. Ici, je suis juste Nassim El Kahwadj (le cafetier - NDLR) et j'essaie de gagner ma croûte honnêtement plutôt que de verser dans le trafic de drogue », glisse-t-il, sourire en coin.

Derrière cette bonhomie d'un jeune censé exercer ses talents d'ingénieur, se cache, en effet, une profonde frustration de quelqu'un qui craint pour son avenir. « J'ai envoyé des dizaines de CV à toutes les entreprises et tous les organismes de mon domaine, mais je n'ai eu aucun retour », affirme Nassim en haussant les épaules. À l'image d'Imen, sa camarade d'infortune, il ne se fait pas trop d'illusions. « Vous savez très bien que, pour décrocher un emploi décent et gratifiant, il faut connaître des gens haut placés. Ce qui n'est pas le cas d'un simple zawali (un pauvre de modeste condition - NDLR) comme moi,

issu d'un quartier populaire », dit-il désabusé. Nassim, qui était sorti tous les vendredis du hirak en 2019 pour « changer l'Algérie », ne cache plus sa peur. « Je vous assure que, même si je mets du cœur à l'ouvrage dans ce café en pensant non pas à mon diplôme mais à aider mon père à subvenir aux besoins de la famille, je travaille la peur au ventre d'être embarqué à tout moment ! » avoue-t-il. Bien qu'il n'ait rien à se reprocher, sinon d'avoir rêvé d'une autre Algérie où chacun trouverait sa place. À l'instar de beaucoup de jeunes, diplômés ou pas, Nassim est hanté par le climat général teinté de peur, de répression, de dégoût et d'absence de perspectives. « Franchement, si j'avais les moyens, je partirais n'importe où. Cela devient pesant tout ça... Je comprends tous ces jeunes qui tentent l'aventure de

## REPORTAGE



la harga (émigration clandestine – NDLR) dans l'espoir de rejoindre la France ou l'Espagne, même si je n'ose pas me jeter à l'eau à cause de mes parents. » Et d'ajouter : « Ils ne nous laissent pas trop le choix, malheureusement. Que faire ici, yerhem babak (bonté divine – NDLR) ! »

Une question à laquelle Abdelmalek trouve une réponse sèche et catégorique : « Rien ! » Cet agronome de 32 ans, qui rêvait de verdir le Sahara, se contente depuis cinq ans de vendre des lunettes made in China sur un trottoir à Bab Ezzouar, dans la banlieue d'Alger, pour gagner quelques sous. « Il faut se préparer à partir le plus tôt possible. Il n'y a plus d'avenir ici. Nous sommes réduits à n'être que des tubes digestifs aux yeux de ces vieux, qui nous gouvernent en nous faisant avaler de fausses promesses de lendemains qui chantent ! » s'emporte-t-il.

#### FERMETURE DES ESPACES POLITIQUES

Abdelmalek est cependant loin d'être aveuglé par l'atmosphère anxiogène qui rôde autour de lui. Son état d'exaspération est certes critique, mais il garde une grande lucidité de pouvoir forcer son destin et réaliser son projet de gagner l'autre rive de la Méditerranée. Vendre des lunettes lui permet juste de mieux voir... en attendant qu'une hypothétique occasion d'émigrer, « légalement ou clandestinement », se présente. Les élections ? « Vous êtes sérieux ? Ce sont les mêmes qui reviennent. Les mêmes personnes, les mêmes décors, les mêmes slogans et les mêmes fausses promesses ! » assène-t-il. Abdelmalek résume l'état d'esprit de nombreux jeunes Algériens qui ont tourné le dos au spectacle électoral tant

**« Tous les candidats sont pour le libéralisme économique. C'est du bouteflikisme sans Bouteflika ! »**

SAMIR LARABI,  
MILITANT DU PST  
ET DOCTORANT EN SOCIOLOGIE

leurs préoccupations sont ailleurs. Un constat qu'appuie Samir Larabi, militant du PST (Parti socialiste des travailleurs, gauche radicale, suspendu d'activité) et doctorant en sociologie. « La qualité de la campagne électorale a été médiocre... Tous les candidats sont pour le libéralisme économique selon les thèses du FMI, pour les zones de libre-échange, et le privé comme seul moteur du développement. C'est du bouteflikisme sans Bouteflika ! » tranche-t-il. Il regrette qu'il n'y ait pas une « candidature authentiquement à gauche pour apporter une autre alternative aux millions de travailleurs et de laissés-pour-compte ».

Samir Larabi est d'autant plus amer que la « fermeture des espaces politique et médiatique est accompagnée d'une crise sociale, avec près de deux millions de personnes qui perçoivent les allocations chômage ». Pour lui, l'élection présidentielle de samedi prochain est « une autre occasion ratée pour le pays », marqué par un « verrouillage politique » et « l'arrestation des activistes qui ne s'inscrivent pas dans cette perspective ». Et la reprise de la vague de harga est à ses yeux un signe de « la détresse sociale de pans importants de la société, notamment chez les jeunes ». Un signe que la crise sociale est devenue « structurelle et n'est pas traitée d'une façon globale et dans la durée ». Samir pense que l'Algérie « a besoin de projets qui s'attaquent aux inégalités sociales et spatiales ». Mais pas pour samedi prochain, parce que ce militant de gauche est convaincu que les Algériens vont hériter, au soir du 7 septembre, du même président et du même projet. ■

MALIK ALLACHE

## Une élection sous le signe de la répression

Près de 1 500 personnes seraient détenues en raison de leurs opinions. Une situation dénoncée par la diaspora algérienne.

**E**lles et ils sont membres « du hirak et de l'opposition dans sa diversité ». Ce jeudi, ces signataires de « l'appel de la diaspora algérienne du 14 août 2024 pour une Algérie libre et démocratique » ont alerté sur la période sombre que connaît leur pays, ce « climat de terreur » comme l'énonce l'une de leurs membres, Ouerdia ben Mamar. Pour elle, « les conditions d'une élection ne sont pas réunies », notamment en raison des « centaines de prisonniers politiques, de journalistes en prison pour avoir exprimé un avis sur la situation (dans le pays) ».

De fait, les deux seuls candidats sélectionnés pour affronter le président sortant et candidat à sa réélection, Abdelmadjid Tebboune, ne sont considérés que comme des « pseudo-concurrents », selon l'expression employée par Malika Baraka. Cette cardiologue, elle-même condamnée par le régime, décrit un processus de « plébiscite annoncé, avec comme seul enjeu le taux de participation ».

#### DÉFECTION ÉLECTORALE ET RÉSISTANCE

Les autres candidats, Abdelaali Hassani Cherif (parti islamo-conservateur du Mouvement de la société pour la paix), et Youcef Aouchiche, (Front des forces socialistes), ont été « choisis pour accompagner la pérennité du système », selon Malika Baraka, qui pointe pour le second l'ancrage en Kabylie, et dont la candidature sert « avant tout à faire voter la région ». Cette répression s'inscrit dans un « continuum depuis 2019 » et la période du hirak, rappelle Ouerdia ben Mamar : « Les arrestations n'ont jamais cessé, et les lois ont été plus répressives, notamment avec l'article 87 bis. » Un texte voté en 2021 qui permet de jeter en prison pour terrorisme toute personne visant « à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels ». Autant dire que tout Algérien peut ainsi se retrouver derrière les barreaux.

Pourtant, Malika Baraka se félicite que des « voix courageuses, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, se fassent encore entendre ». Comme voilà cinq ans, lors du hirak, un mouvement « pour porter la voix des revendications citoyennes, pour l'ouverture démocratique et le respect des droits humains », témoigne Youcef Ammar-Khodja, également signataire de l'appel. Pour l'heure, tous ces citoyens encouragent à une « défection électorale comme acte de résistance », poursuit-il. Les militants dénoncent également une pression des autorités françaises, pourtant brouillées avec Alger, avec des refus d'autorisation de manifester pour d'hypothétiques troubles à l'ordre public. ■

BENJAMIN KÖNIG



**4** C'est le nombre de médailles glanées par le paracyclisme français, jeudi, en handbike (vélo à pédalier manuel). Comme sur le contre-la-montre, Mathieu Bosredon et Johan Quaile ont réalisé le doublé dans la catégorie H4. Florian Jouanny (H1-2) s'est aussi paré d'or et Loïc Vergnaud (H5) d'argent. À Clichy-sous-Bois, la délégation tricolore peut encore espérer une belle moisson, vendredi et samedi. Notamment une quête de 4<sup>e</sup> médaille et de 3<sup>e</sup> titre pour Alexandre Léauté.



### Performance

#### Premier titre pour le Maroc

Le Maroc a décroché son premier titre paralympique avec la victoire de Mouncef Bouja sur 400 m en 48''62 (catégorie T12). L'athlète a devancé l'Américain Noah Malone (49''35) et le Tunisien Rouay Jebabli (49''56). Avec cette victoire, le pays en est désormais à 8 médailles (1 en or, 3 en argent, 4 en bronze).



Allan (à gauche, lunettes sur le front) et Julian (orné de porte-clés Phryges) ont été intégrés dans le groupe des volontaires du Stade de France.

### BÉNÉVOLES

# Des (para)volontaires comme les autres

Suivies par la Résidence Sociale, à Stains, 16 personnes en situation de handicap mental ont vécu les Jeux en tant que bénévoles. Une expérience suspendue qui les a aussi aidées dans leur chemin vers l'autonomie.

**L**eurs tee-shirt vert, chaussures et chapeau de volontaires de Paris 2024 sont précieusement gardés chez eux. « J'ai vu que le bob pouvait se vendre une fortune sur Internet », confie Christophe, 50 ans, aux 12 autres travailleurs des Esat Pleyel et Marville de Stains (Seine-Saint-Denis), avec qui il a partagé cette expérience. Vont-ils en profiter pour se faire un joli billet ? « Jamais de la vie ! » répondent-ils en chœur.

Les 13 comparses, ainsi que 3 jeunes de l'externat médico-professionnel (Empro) partageant la même structure de la Résidence Sociale de Stains, ont œuvré au village olympique, au Stade de France et à Versailles. Comme eux, entre 500 et 800 personnes en situation de handicap ont profité du programme « Handicap et volontariat » porté par Paris 2024 et le gouvernement, en collaboration avec des établissements et services sociaux, médico-sociaux et sanitaires (ESSMS). Un projet bien accueilli par les associations, qui se sont toutefois heurtées à plusieurs problématiques comme l'exclusion de certains profils ou le besoin de mettre en place un cadre particulier au bénévolat alors que de nombreuses missions correspondent à un réel travail, même non rémunéré. « Les difficultés, c'était d'adapter les volontariats ; il a fallu trois années de discussions avec l'organisation pour mettre en place une manière de faire qui soit plus inclusive, en dehors du cadre parfois

exigeant des autres volontaires », détaille Juliette Pinon, qui, dans le cadre de sa thèse, a porté ce programme pour l'Uriopss Île-de-France, fédération regroupant des établissements sanitaires et sociaux, dont la Résidence Sociale.

C'est elle qui a proposé aux personnes accompagnées par l'association et souffrant d'un handicap intellectuel de devenir volontaires. « Je m'en souviens comme si c'était hier, sourit Yacine. Au début, j'ai dit non parce que ça prenait sur les vacances. Puis, je me suis dit que c'était idiot, c'est une fois dans notre vie, je n'allais pas rater ça. » Le jeune homme de 20 ans s'apprête à passer un premier entretien d'embauche, dans le domaine des espaces verts, qui pourrait être l'aboutissement de son suivi à l'Empro où, depuis six ans, il construit son projet professionnel, tout en apprenant à vivre de manière autonome. Et l'expérience JOP pourrait bien lui servir dans le cadre de cette échéance décisive. « Travailler avec les autres bénévoles, parler avec les spectateurs qu'il fallait parfois oser disputer pour qu'ils quittent le stade, ça m'a donné de la confiance », se réjouit-il.

Si certains de ces 16 volontaires sont particulièrement avenants, d'autres doivent se faire violence pour aller vers les autres. Mais quand il s'agit d'accueillir le public ou les athlètes des Jeux, pas le choix. « Au début, j'étais très stressé, j'ai eu du mal à prendre mes marques, explique Allan, agent polyvalent en cuisine. Mais les autres volontaires et même les athlètes ont été super, ils m'ont aidé dans mes missions, et je pense que je les ai bien

« Une communion par la musique et par la fête. »

**ROMAIN PISSENM, PRODUCTEUR DE LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE DES JP, A DONNÉ QUELQUES INFORMATIONS DANS L'ÉQUIPE SUR CE QUI ATTEND LES SPECTATEURS, DIMANCHE SOIR, AVEC NOTAMMENT 24 ARTISTES FRANÇAIS DE MUSIQUE ÉLECTRONIQUE AUX PLATINES.**



### Championne Sandrine Martinet éternelle

À 41 ans, Sandrine Martinet a obtenu, jeudi, sa 5<sup>e</sup> médaille paralympique. Comme la première, à Athènes en 2004, celle de Paris est en argent. En finale de la catégorie

J2 (réservée aux athlètes malvoyantes) - 48 kg, la Montreuilloise n'a pu résister à l'ultrafavorite kazakhe Akmaral Nauatbek. De 16 ans sa cadette, la championne du monde en titre

a rapidement pris le dessus grâce à sa vivacité au sol. Sandrine Martinet, porte-drapeau des Jeux de Tokyo et championne paralympique en 2016, obtient ainsi la 57<sup>e</sup> médaille tricolore de ces Paralympiques. Déjà plus qu'à Tokyo (55).

faites. Certains nous appellent les "paravolontaires", mais en fait, on travaille comme les autres. »

Jérôme, 52 ans, qui éprouve quelques difficultés à s'exprimer, a aussi réussi à briser des barrières psychologiques pour oser aborder les sportifs du village. Si bien qu'un membre de l'équipe des réfugiés lui a même proposé une partie de tennis de table. « Et j'ai gagné ! » lance-t-il avec malice. « Le but, c'était surtout qu'ils puissent vivre cette expérience qui

« LE BUT, C'ÉTAIT SURTOUT QU'ILS PUISSENT VIVRE CETTE EXPÉRIENCE QUI LES SORT DE LEUR QUOTIDIEN, QU'ILS Y PRENNENT DU PLAISIR. »

CATHERINE NAIGRE, ÉDUCATRICE

les sort de leur quotidien, qu'ils y prennent du plaisir. Mais dans cette quête d'autonomie qu'ils partagent tous, on s'est rendu compte que ça a été bien plus que ça, pour certains », développe Catherine Naigre, éducatrice, qui a joué le rôle d'accompagnatrice de ces volontaires pendant leurs missions. « Fiers » d'eux, les 16 volontaires de la Résidence sociale partagent leurs expériences et leurs souvenirs. Julian, qui revendique le statut de « coqueluche du Stade de France », raconte comment son attirail tout en Phryges (du bonnet au tee-shirt en passant par une multitude de porte-clés accrochés à ses vêtements) l'a amené à « être pris en photo par plein d'enfants, de spectateurs et même la vraie mascotte ». Émilie, qui a pu profiter de sa mission à Versailles pour voir les épreuves d'équitation, développe son « envie de reprendre le cheval, mais cette fois de manière sérieuse ».

Une volonté de pratiquer le sport exprimée par plusieurs d'entre eux, surtout après avoir assisté ensemble à une session de para-athlétisme en début de semaine. « Ce qui était marquant, c'est leur détermination, explique Allan. Ils ont des handicaps comme nous, mais se donnent à fond. Ça donne des frissons et ça nous inspire. » L'association de sport adapté Marville-Pleyel devrait rapidement gagner quelques recrues. ★

FLORENT LE DU

### VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

## Paris 2024 endeuillé par un féminicide

Brûlée à plus de 80 % par son ex-compagnon le 1<sup>er</sup> septembre, quelques jours après son retour des jeux Olympiques, la marathonnienne Rebecca Cheptegei est décédée, jeudi, au Kenya.

**A**nnoncé jeudi matin par le président du Comité olympique ougandais, le décès de Rebecca Cheptegei suscite l'effroi. La coureuse, qui avait terminé à la 44<sup>e</sup> place lors du marathon en août à Paris, est décédée d'une septicémie, quatre jours après avoir été brûlée vive par son ex-compagnon. Le meurtrier s'était introduit chez elle à l'ouest du Kenya et l'avait attaquée par surprise, l'aspergeant d'essence avant de l'enflammer, sous les yeux de ses deux filles âgées de 9 et 11 ans. Dans son message, Donald Rukare s'insurge contre un acte « lâche et insensé », et « condamne fermement la violence contre les femmes ». Son homologue kényan a réclamé « la fin de la violence sexiste », tandis que les organisateurs des JOP ont fait part de leur « immense tristesse » et de leur « profonde indignation ». « Nous devons mettre fin aux féminicides », a également réagi Njeri Migwi, de

l'association Usikimye (« Ne reste pas silencieuse » en swahili), un refuge pour victimes de violences sexuelles et sexistes au Kenya, pays où, en mars, le gouvernement recensait 60 féminicides depuis le début de l'année. Des chiffres comparables aux 88 victimes françaises de 2024 (au 28 août), soit un décès tous les deux jours dans notre pays.

### UN CAS LOIN D'ÊTRE ISOLÉ

Reste que, ces dernières années, le monde de l'athlétisme féminin a été particulièrement touché au Kenya. En octobre 2021, Agnes Tirop, 25 ans, double médaillée de bronze mondiale du 10 000 m et 4<sup>e</sup> des JO de Tokyo sur 5 000 m, avait été retrouvée poignardée à mort par son mari à son domicile d'Iten, célèbre lieu d'entraînement pour la course de fond sur les plateaux de la vallée du Rift. Six mois plus tard, en avril 2022, dans la même ville, Damaris Muthee Mutua, une coureuse bahréïnienne d'origine

kényane de 28 ans, médaillée de bronze pour son pays natal lors des premiers jeux Olympiques de la jeunesse à Singapour, était découverte étranglée par son conjoint.

Si le rayonnement des jeux Olympiques et Paralympiques contribue à sensibiliser sur les féminicides, cela peut aussi être de manière moins triste. Ainsi la para-archère américaine Tracy Otto, 28 ans, qui s'est inclinée lundi en quart de finale du tir à l'arc par équipe mixte, revient de loin. Il y a cinq ans, son ex avait fait irruption chez elle avec une arme à feu et un couteau. Une balle dans l'œil, éventrée, la moelle épinière sectionnée, la jeune femme a miraculeusement échappé à la mort, fait le deuil d'une carrière de mannequin-fitness, et s'est prise de passion pour le tir à l'arc. Au point de se qualifier pour les Jeux de Paris, où elle vient de se fiancer au pied de la tour Eiffel et d'annoncer attendre un enfant. Pour elle, la vie continue. ★

EUGÉNIE BARBEZAT

**Le goalball a timidement été introduit en France en 2010, avec quelques stages de découverte,** puis de façon plus institutionnelle en 2016. Une sorte de Quidditch pour non et malvoyants, c'est ainsi que je me représentais ce sport qui semblait appartenir à un monde inconnu, imaginaire. Sauf que le Quidditch fait rêver, le goalball moins. Personnellement, le fait qu'un sport se joue dans le noir et ne soit en apparence destiné qu'à un groupe déterminé ne me disait rien qui vaille, moi qui luttai constamment pour m'extraire des carcans sociaux. Et contre l'idée erronée selon laquelle les personnes non et malvoyantes posséderaient une audition surdéveloppée. Mais, étant donné qu'un club avait vu le jour dans ma ville, à Lyon, j'ai tout de même tenté, devenant presque malgré moi vite accro à l'exigence, la technicité et la dimension stratégique de ce sport collectif. Je ne comprenais pas pourquoi il fallait cloisonner ce sport à la pratique des personnes non ou malvoyantes. Parce qu'il se joue dans le noir ? Ça ne tenait pas.

**Suite aux championnats de France, j'ai décroché ma première sélection nationale,** devenant officiellement

### LA CHRONIQUE DE GÜLER KOCA

SPÉCIALISTE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION À L'OIT, EX-MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE GOALBALL



## Aux confins du goalball

sportive de haut niveau, un titre qui n'a pas eu d'impacts concrets dans ma vie, sauf une rétribution unique de 2 500 euros. Cette équipe de France, à laquelle je n'appartiens plus depuis deux ans pour me consacrer à ma carrière onusienne, a terminé dernière aux Jeux de Paris 2024. Loin des équipes de la Turquie, d'Israël, de la Chine et du Brésil en têtes d'affiche de ces Jeux et des précédents. La raison est simple : ces pays ont investi

dans le goalball depuis environ trente ans, et les joueuses sont rémunérées, leur permettant de se consacrer aux entraînements et compétitions.

**En France, même pratiquer ce sport en loisir reste un défi, alors que c'est là que naissent les vocations,** talents et champions. Au sein de mon club, chaque entraînement était une aventure. La ville nous cédait le pire créneau, celui du vendredi soir de 20 heures à 23 h 30. Nous profitions des vacances scolaires pour négocier, avec peine, quelques créneaux supplémentaires. De nombreux joueurs venaient d'autres régions pour s'entraîner avec nous, à défaut d'avoir un club dans leur ville. Une année, nous avons même dû espacer les entraînements faute de moyens financiers dans le club pour payer la location du gymnase. L'inclusion, ce serait que l'éducation nationale inscrive le goalball dans le programme sportif des collèges et lycées, que se démocratisent des rayons goalball à Decathlon, la médiatisation des matchs au même titre que les autres sports, la mise à disposition de terrains permanents dans chaque ville, mais aussi des sponsors pérennes et des salaires pour les joueurs de haut niveau. ★



## FORUM SOCIAL

# Sophie Binet et Patrick Martin en têtes d'affiche

**TRAVAIL** Le face-à-face entre la secrétaire générale de la CGT et le patron du Medef sera le principal temps fort d'un événement qui n'en manque pas.

**C**'est un débat qui fera date. Jamais un président du Medef ne s'était rendu sur la Fête pour échanger en public (1) avec une secrétaire générale de la CGT à propos des dossiers chauds de l'économie et du social. Cette année, Patrick Martin a accepté l'invitation. Le patron des patrons débattrait avec Sophie Binet de « L'entreprise de demain » durant une bonne heure, samedi après-midi.

Le sujet est suffisamment large pour redessiner les futurs contours du travail et de son droit, de l'emploi, de l'égalité femmes-hommes, du partage des

richesses comme des transitions écologique et numérique. Autant de questions qui nourriront la journée de mobilisations lancée par la CGT, le 1<sup>er</sup> octobre. De son côté, lors de sa tonitruante rentrée à la Rencontre des entrepreneurs de France (REF), Patrick Martin a lui aussi énoncé ses aspirations pour un patronat de combat, mais dans le cadre de relations paritaires patronats-syndicats qu'il souhaite « libérées » des « diktats » de l'État.

Posé au cœur de la Fête, le long vaisseau de toile blanche sur parquet de bois et tapis rouge qu'est le Forum social ne manquera pas de temps forts. Les échanges s'annoncent animés lors des tables rondes

**En débat, des questions qui nourriront la journée de mobilisations lancée par la CGT, le 1<sup>er</sup> octobre.**

consacrées aux libéralisations dans l'énergie, aux privatisations dans les transports publics ou aux attaques contre les services publics... Et les soirées seront forcément festives, qu'elles soient musicales ou consacrées au stand-up de combat.

#### DE MULTIPLES ESPACES D'ÉCHANGE ET D'INFORMATION

Surtout, le Forum social est constitué de stands multiples qui ne se ratent pas. Question d'intérêt général. Car un visiteur des trois jours de festivités est aussi, en semaine, un travailleur, un privé d'emploi, un retraité, un étudiant, qui se pose des questions, au passé, au présent ou à l'avenir, sur son salaire, le juste partage de la valeur, ses conditions de travail, le sens à donner à toutes ces heures passées au travail, ses relations avec ses collègues, avec sa hiérarchie – discrimination, harcèlement, burnout (surmenage) ou bore-out (emploi « à la con », placardisation) –, le fonctionnement de la convention collective, des prud'hommes, des règles de l'assurance-chômage, des régimes de retraite et de la Sécu...

Dans chacun des espaces, les militants syndicaux disposent d'éléments de réponse, de bons conseils, de contacts à échanger. Tout pour que la conversation ne s'arrête pas là et que ce moment collectif qu'est la Fête de l'Humanité se prolonge jusqu'à sa prochaine édition. ■

STÉPHANE GUÉRARD

(1) Lors de l'édition 2020, les restrictions sanitaires liées au Covid n'avaient pas permis que la rencontre entre Philippe Martinez et Geoffroy Roux de Béziers se déroule en public.

## LES TEMPS FORTS DU FORUM SOCIAL

### VENDREDI 13 SEPTEMBRE

**15 heures** « Le 100 % Sécurité sociale ». Avec Cécile Velasquez, secrétaire générale de la fédération CGT des organismes sociaux, et Jean-Marie Angeli, secrétaire général CGT de la CPAM 13.

**16 h 30** « L'attractivité de la fonction publique, la fiche de paye, mais encore ? »

**18 heures** Inauguration par Fabien Gay, directeur de l'Humanité, et Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, avec la présence des salariés d'entreprises en lutte.

### SAMEDI 14 SEPTEMBRE

**10 h 30** « Le secteur culturel et médiatique est-il antiraciste ? Quelle voix et quelle visibilité des travailleuses et travailleurs racisés dans la sphère publique ? »

Avec Héroïse Dridi, productrice, membre du collectif 50/50, Marine Bachelot-Nguyen, metteuse en scène, Salomé Gadafi, secrétaire générale adjointe CGT spectacle, Nadège Beausson-Diagne, comédienne, Ismaël Metis, chanteur, rappeur, militant anticolonial, et

Maxime Séchaud, secrétaire général adjoint CGT spectacle.

**13 h 15** « Eau, énergie, environnement : luxe ou enjeux d'avenir ? » Avec Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, Luc Rémont, PDG d'EDF, et Fabrice Coudour, secrétaire de la FNME-CGT.

**14 h 45** « Comment faire renaître le service public ferroviaire ? » Avec Thierry Nier, secrétaire général de la CGT cheminots, Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF, Fabrice Charrière, secrétaire général Unsa ferroviaire, David Valence, président Renaissance de la commission transports à la région Grand-Est, et Pascal Savoldelli, sénateur PCF du Val-de-Marne.

**16 h 15** « L'entreprise de demain ». Le face-à-face avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Patrick Martin, président du Medef.

**18 heures** « Transports : ouverture à la concurrence ». Avec des représentants syndicaux et des responsables politiques.

### DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

**10 h 30** « Culture : un barrage contre les extrémismes ? »

**12 heures** « Énergie : comment garantir un service public de l'électricité partout, tout le temps et au juste prix ? » Avec Gwenaél Plagne, secrétaire CSEC EDF, Salim Khamallah, secrétaire CSEC Enedis, Antoine Armand, député Renaissance de Haute-Savoie, Éric Coquerel, député FI de Seine-Saint-Denis, et Pierre Bell-Lloch, maire PCF de Vitry-sur-Seine.

**13 h 30** « La recherche ». Avec des acteurs locaux essonniers.

**15 heures** « Face aux enjeux sociaux et environnementaux, la région Île-de-France peut-elle se passer d'un véritable service public de la mobilité ? » Avec un collectif d'usagers et des acteurs régionaux.

**16 heures** Stand-up. Avec Mathieu Madénian, Marine Léonardi, Jérémy Lorca, Tristan Lucas, Ghislain Blique, et Hugo Pêcheur. Clôture avec les bâtisseuses et bâtisseurs du Forum social.

INVITATION

Fabien Gay, Directeur de l'Humanité, a le plaisir de vous inviter

# JEUDI 12 SEPTEMBRE À 18H00

À L'INAUGURATION DE

# LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

À L'AGORA DE L'HUMANITÉ

Esplanade Jean Jaurès  
Base 217 - Le Plessis-Paté/Brétigny-sur-Orge

**Attention : cette invitation ne donne pas accès à la Fête le vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre 2024**



Scannez ce QR Code pour demander votre invitation

# «La beauté n'est pas qu'artistique»



**MUSIQUE** Après avoir électrisé les festivals hexagonaux depuis bientôt deux décennies, le groupe de rock **Shaka Ponk** a entamé sa dernière tournée avant dissolution et fera halte à la Fête de l'Humanité. Frah, son chanteur, nous explique les raisons qui ont motivé ce geste rare et fort.



**ENTRETIEN**

À l'arrière-plan : Ion, Sam et Frah.

**I**ls ne sont pas si nombreux à arrêter un groupe en pleine lancée, et à le faire pour des raisons politiques. Shaka Ponk, l'un des fleurons du rock français et groupe de scène explosif, s'y est résolu. Trop de contradictions entre des paroles qui dénoncent le désastre écologique et les tournées marathons, occasions de spectacles totaux qui ont fait le bonheur de nombreux festivaliers. Avec Goz, mascotte en image de synthèse et lanceur d'alerte simiesque, le groupe a accompagné l'éveil d'une génération aux enjeux environnementaux sur une musique puissante, entre heavy metal, rap et funk, soudant une impressionnante communauté de fans qui savaient pouvoir le retrouver régulièrement à la Fête de l'Humanité. Il s'y produira pour la quatrième et dernière fois cette année, sur la scène Angela Davis, le vendredi 13 septembre. Un au-revoir qui promet d'être aussi festif qu'émouvant, et nécessairement politique.

**Vous remplissez toujours salles et autres lieux festifs, mais décidez d'arrêter l'aventure Shaka Ponk. Pourquoi ?**

Shaka Ponk est un groupe un peu particulier. Le concept, c'est un singe qui raconte à l'homme qu'il est en train de scier la branche sur laquelle il est assis. Il essaie de le raisonner, de lui faire comprendre qu'il faut qu'il ouvre les yeux et se reconnecte à la réalité et au vivant. Puis, on s'est rendu compte qu'on faisait partie du problème. Même si on met tout en place pour faire la tournée la plus écoresponsable possible, il y a entre 500 000 et 1 million

de personnes qui se déplacent. Et ça, aujourd'hui, ce n'est plus possible. On vit un moment où on ne peut pas avoir une activité professionnelle qui déplace autant de gens, surtout avec ce qu'on raconte dans nos chansons. On a donc décidé d'arrêter. On va essayer de réinventer notre façon de faire de la musique, mais aussi aider les ONG à contrebalancer cette hérésie politique et industrielle qui est en train de tout foutre en l'air.

**Est-ce à dire qu'on ne vous entendra plus jouer ou chanter ?**

En tout cas, on arrête Shaka Ponk. Avec ce groupe, on voulait que les gens découvrent un monde parallèle de créatures, avec des décors et des paysages qui illustrent les chansons. On se rend compte aujourd'hui que cette surenchère d'écrans, de décors, de camions n'est vraiment plus ce qu'il faut faire. On laisse donc Shaka Ponk où il est, c'est-à-dire un groupe de scène qui s'est évertué à faire des spectacles les plus visuels possible. Pour l'instant, on essaie de ne pas trop en parler pour se concentrer sur les moments très forts que l'on vit entre nous et avec le public, car ce sont les derniers. On verra ce qu'on fera après, mais on fera encore de la musique, ça c'est sûr.

**N'est-ce pas dur de quitter la scène, vous qui étiez réputé pour la qualité de vos concerts.**

**Et de laisser votre public quelque part orphelin ?**

En général, les groupes se séparent parce qu'ils ne peuvent plus se saquer ou parce que ça ne marche plus. Nous, on s'adore et Shaka Ponk marche de mieux en mieux.

C'est un crève-cœur à chaque fois qu'on finit un concert de voir pour la dernière fois tous ces gens qui nous suivent depuis longtemps. Mais on va se réinventer. Et c'est assez passionnant de se dire qu'il faut passer par là pour faire quelque chose de différent mais de plus beau. La beauté n'est pas qu'artistique. Elle peut aussi se nicher dans les moyens de lutter contre l'effondrement écologique. On a l'espoir que ce saut dans le vide soit pour la bonne cause et qu'on en soit fiers.

**Dans votre dernier album, *Dad'Algorithme*, le singe Goz a disparu. Pourquoi ?**

Grâce à ce singe, on avait une façon décalée d'aborder les comportements humains. C'était plutôt lui, le parolier. Puis, il y a eu la crise sanitaire, qui a complètement changé les choses. On pensait qu'elle pouvait être un moyen que chacun se rende compte de la fragilité de notre société et du dogme de surconsommation. Ce petit espoir s'est évanoui avec la division brutale de la société. Dans le groupe, on ne parlait que de ça, et le singe est parti. On s'est retrouvés dans l'obligation de faire un disque plus frontal où les humains de Shaka Ponk évoqueraient la situation sociale et mondiale, écologique ou politique. Le singe a quitté le navire par dépit.

**Shaka Ponk a creusé le sillon du rock à une époque où tout le monde se posait la question de sa mort. Qu'est-ce que le rock pour vous et qu'a-t-il à nous dire aujourd'hui ?**

**« Cette surenchère d'écrans, de décors, de camions n'est vraiment plus ce qu'il faut faire. On laisse donc Shaka Ponk où il est. »**



Et devant : Steve, Mandris et CC. Ils ont voté, et c'est la planète d'abord !

On nous a longtemps dit qu'il ne fallait surtout pas faire du rock si on voulait gagner notre vie, surtout en France. Heureusement qu'on ne les a pas écoutés ! Le rock a toujours été à part, mais c'est vrai qu'il est aujourd'hui totalement absent des radios. On vit dans un pays où la variété prédomine de très loin. Mais je ne pense pas que le rock soit particulièrement une musique de contestation, contrairement au rap. On a l'impression que les gens qui en font sont en revendication permanente, alors que c'est souvent un exutoire. On n'a pas besoin d'être un rockeur pour avoir envie de changer les choses, de descendre dans la rue et de prendre position. Il faut juste avoir le courage de sortir des sentiers battus et oser afficher ses convictions publiquement, sans avoir peur des représailles.

**Ce sera votre quatrième Fête de l'Humanité. Peu de groupes y ont autant joué. Que représente-t-elle pour vous ?**

On finit en général nos tournées avec la Fête de l'Humanité, et c'est toujours un moment émouvant. Là, ce sera le dernier concert en festival de toute la carrière de Shaka Ponk, ça va donc être à nouveau très émouvant. C'est un endroit qui a une énergie très puissante. La Fête de l'Humanité représente l'essence même du groupe. Le mot « humanité » a perdu son sens et le but d'un événement comme celui-ci, c'est de le lui redonner. Ses synonymes sont « altruisme », « bonté », « charité », « désintéressement », « générosité », « indulgence », « sensibilité ». Aujourd'hui, on en est bien loin. Et il fallait bien qu'un singe nous le rappelle. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLÉMENT GARCIA

## La poésie rock et intime d'Emily Loizeau

**CHANSON** À 49 ans, l'autrice-compositrice franco-anglaise publie *la Souterraine*. Un 11<sup>e</sup> album lumineux et ténébreux, où elle explore les affres d'une société aliénante en mêlant les notes oniriques de son piano à la rugosité des guitares électriques.

**C**omment dépasser le sentiment d'impuissance face à ce monde chaotique ? Et s'il ne restait plus rien, qu'est-ce qui nous sauverait ? Ces questions affleurent dans les 12 titres de cet album dense, qui évoque le poids fragile de l'existence. À ces questions, l'autrice-compositrice répond tout de go : « *C'est l'amour, c'est le lien, c'est le soin qu'on prend du vivant, de notre relation à l'autre, de nos enfants, de l'exilé qui nous permet de nous adapter.* » Une fois n'est pas coutume, l'artiste dénonce les désastres écologiques (*Je vois dans tes yeux*), toujours avec poésie.

### UNE ADOLESCENTE AFGHANE POUR INSPIRATRICE

Depuis *Icare*, son précédent opus sorti en 2021, la « songwriter » folk a pris un virage rock. Elle est ainsi retournée enregistrer son disque au pays de Galles avec la même équipe de musiciens emmenée par le producteur britannique John Parish (PJ Harvey). Avec l'envie de rester « *dans un son de groupe* » tout en essayant de surprendre. Ce qu'elle fait dans *We're not Strong Enough*, avec une voix qui gagne encore en amplitude. « *Ce morceau est proche d'une transe électro. On va plus loin dans l'énergie cathartique.* » Les guitares électriques frondeuses répondent à son piano doux et mélancolique en créant une tension, tel un écho à la terre qui gronde.

L'écriture de ses chansons lui a été en partie inspirée par Elaha, une adolescente afghane suivie par sa sœur, la reporter Manon Loizeau, pour un documentaire intitulé *la Vie devant elle*. « *J'en ai écrit la bande originale. Elaha est une fille bouleversante de force, de beauté et de résilience, qui bouffe la vie tout en portant le désespoir de ses proches. En l'écoutant, on se dit qu'on n'a pas le droit d'être désespéré et qu'il faut construire demain, dès maintenant. Ce qui m'a guidée aussi, c'est ce que l'on vit chaque jour autour de la condition de la femme*



Pour libérer nos âmes, la chanteuse nous enjoint à prendre la Route de Vénus, l'étoile du matin qui peut nous conduire ailleurs. YANN RABANIER

et du réveil de nos consciences grâce à #Metoo. C'est une forme d'espoir au féminin. »

Dans le titre *la Souterraine*, Emily Loizeau parle des violences faites aux femmes (*Sous les jupons d'Hélène/Juste au-dessus de sa vie de souterraine/Au-dessus de l'arène/Dans la lumière son homme n'était pas le même/C'était comme un incendie/Qui brûla la vie d'Hélène*).

**« Je parle de notre capacité à refuser de voir les violences faites aux femmes, parce que c'est trop. Et je mets ça en parallèle avec notre planète qui brûle. »**

« Cette femme brûle de l'intérieur, mais tout le monde regarde ailleurs. Je parle de notre capacité à refuser de voir, parce que c'est

trop. Et je mets ça en parallèle avec notre planète qui brûle. Face aux enjeux climatiques, les activistes essaient de secouer les puces de nos consciences depuis des décennies, mais ils n'en peuvent plus. »

Pour libérer nos âmes, la chanteuse nous enjoint à prendre la Route de Vénus, « qui symbolise à la fois l'amour et la première étoile du matin qui peut nous conduire ailleurs. C'est une sorte d'hymne un peu utopique et en même temps, quand je chante "Nos vies ne seront pas vos rêves exaucés", il s'adresse à tous ceux qui nous racontent que nous avons besoin de consommer, de posséder pour nous sentir bien. Ils ne doivent pas s'approprier nos vies. D'autant que nous sommes tous là pour créer de la joie, amener de la créativité et prendre du plaisir, ne l'oublions pas ». ■

INGRID POHU

*La Souterraine*, d'Emily Loizeau, les Éditions de la dernière pluie-Pias.

**L**e ZEvent, plus important événement de streaming caritatif en France, est de retour les 6, 7 et 8 septembre. Près de 140 créateurs de contenu, parmi lesquels le Joueur du grenier, Baghera Jones, Samuel Étienne ou encore Kameto, appelleront aux dons au profit d'associations de solidarité: Copl, Bureaux du cœur, Solidarité paysans, Chapitre 2 et, une des plus importantes, le Secours populaire français (SPF). En 2022, plus de 10 millions d'euros avaient été engrangés au profit d'organisations de protection de l'environnement. Pour le Secours populaire, être bénéficiaire du ZEvent lui permettra de récolter des fonds nécessaires à ses actions de terrain. Ce sera surtout un excellent moyen « d'être en contact avec les jeunes », explique Malika Tabti, membre du bureau national et directrice de relations publiques de l'association.

Adrien - ZeratoR - Nougaret, à l'origine de l'initiative et dont le pseudo a inspiré le nom de l'événement, a décidé de contacter la Fondation de France pour choisir quelles associations allaient profiter de l'édition du ZEvent 2024. Ce « réseau de philanthropie » permet aux organisateurs de « toucher tout un spectre », explique le créateur de contenu: « Les étudiants, les paysans,

les mal-nourris, les mal-logés, les jeunes, les moins jeunes. » L'équipe de ZeratoR souhaitait cependant « une grande association, pour que les gens aient un repère »: le Secours populaire français.

#### DES OUTILS POUR VISIBILISER LEUR COMBAT

L'organisation de solidarité, ainsi que les quatre autres bénéficiaires, aura un rôle important pendant l'événement. « Tous

les ans, au ZEvent, je prends du temps pour discuter avec les directeurs d'association », explique ZeratoR qui raconte souvent recevoir des messages de personnes devenues bénévoles dans une organisation à l'issue du marathon caritatif. Malika Tabti sera effectivement de la partie ce week-end, avec un autre dirigeant de l'association, pour parler « de l'action du Secours populaire, des anecdotes, donner quelques chiffres, des perspectives »...

L'organisation a bien compris que les nouveaux médias, Twitch notamment, étaient d'excellents outils pour visibiliser son combat. Elle a par exemple déjà réalisé plusieurs émissions avec Tonton, un autre créateur de contenu de la plateforme. Malika Tabti raconte que le propre petit-fils d'un dirigeant de longue date du SPF a découvert le travail de l'association à travers le streaming et a même dit à son grand-père: « Papy, c'est super, le Secours populaire! »

Les fonds récoltés par l'association pendant le ZEvent permettront « à un plus grand nombre de personnes dans le monde de vivre mieux et en autonomie », explique la directrice des relations publiques de l'association, à travers « des actions pour le vivre-ensemble et pour la lutte contre toutes les formes de précarité et de pauvreté ». Concrètement, le Secours populaire prévoit de développer des opérations pour l'employabilité des jeunes et des femmes, le soutien à la scolarisation, l'accès à la culture et aux soins, la lutte contre la fracture numérique... ■

THÉO BOURRIEU

# Le ZEvent s'associe au Secours populaire

**INTERNET** Le marathon caritatif en ligne sur Twitch, plateforme de diffusion en direct, a lieu les 6, 7 et 8 septembre. Le créateur de contenu ZeratoR et près de 140 streamers appelleront leur communauté à faire des dons pour des organisations de solidarité.

## Annonces classées

Passez votre annonce dans

L'Humanité

magazine

+ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

Contactez  
- Laure Thierry  
01 49 22 74 89  
laure.thierry@comediance.fr

comediance

### Vacances

**LVJ créateur de voyages riches de découvertes et de rencontres vous propose 3 nouvelles escalas :**

**Le Vietnam du Nord au Sud**  
11 au 26 novembre 2024 (16 jours/14 nuits)  
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)  
A partir de 2910 € (minimum 20 personnes)

**Voyage d'exception "Corée du Sud, pays du matin calme"**  
28 février au 14 mars 2025 (15 jours/12 nuits)  
Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)  
A partir de 4160 € (minimum 20 personnes)

Détail des programmes sur demande, informations et réservations

LVJ/TLC  
06 85 07 83 02 [contact@lvj-voyages.com](mailto:contact@lvj-voyages.com)

### Divers

**PRESENT AU FORUM SOCIAL DE LA FETE DE L'HUMANITE**

**LM**  
Communication

**OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS**

ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS, SYNDICATS POUR TOUS VOS BESOINS

[communication.com](http://communication.com)

MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

02 32 18 07 70 [f](https://www.facebook.com/LMcommunication) [i](https://www.instagram.com/LMcommunication)  
[LMcommunication.com](http://LMcommunication.com)

**REVOLUTION CUBA**  
Sur les Traces de la Révolution...

**1er Mai à La Havane**  
**2980€ TTC**  
par pers. en chb DBL (16 Jours)  
22/04/25 - 07/05/25

**Libre Découverte...**  
**3150€ TTC**  
par pers. en chb DBL (21 jours - toute l'île)  
06/03/25 - 28/03/25

**2660€ TTC**  
par pers. en chb DBL (16 jours)  
04/04/25 - 19/04/25

**Fête de l'Humanité**  
Stand CUBA LINDA  
**Territoires Solidaires**

**[www.cubalinda.fr](http://www.cubalinda.fr)**  
05 53 08 96 66

### POLÉMIQUE DES HARCELEURS PARMIS LES INVITÉS

Parmi les 100 créateurs de contenu présents en ligne au ZEvent, certains sont accusés par des internautes de comportements racistes, sexistes, voire de diffusion d'images pédopornographiques. Nat'Ali, créatrice de contenu sur Twitch et organisatrice de Furax, marathon caritatif féministe, a compilé une partie des accusations. « On leur dit depuis des années qu'avec ces influenceurs problématiques, ils vont finir par mettre des gens en danger! » fustige-t-elle. Ainsi, une streameuse, lors de l'édition 2021, avait dénoncé en direct les propos sexistes d'un participant. Elle subit depuis un harcèlement violent et continu. Pour Nat'Ali, le ZEvent est responsable car « ils n'ont pas réalisé de charte de comportement, ni fait le tri de leurs invités, ni calmé la communauté, ni soutenu la victime ensuite ».

## Carnet

**Laurent Gonon est décédé à l'âge de 87 ans.** Né à Lyon, il était une figure communiste locale très appréciée. Membre des Vaillants et Vaillantes à Pierre-Bénite (Rhône), l'apprenti tourneur se forme pour devenir ouvrier métallo. Appelé en Algérie, son engagement communiste le conduit en prison quatre mois pour détention de journaux interdits. De retour à la vie civile, il assume des responsabilités politiques départementales, devenant en outre correspondant de *la République-le Patriote* et de *l'Humanité*. Sensible aux luttes ouvrières et aux combats capital-travail, il publie de nombreux articles sur le secteur de l'électrochimie (groupe Ugine-Kuhlmann) dans *la Voix du Lyonnais*. Fin 1968, il devient directeur de l'imprimerie du mouvement social lyonnais, Offset-Vendôme, et ce, pendant trente ans. À la retraite, investi sur l'histoire du mouvement ouvrier, il anime à Givors les luttes contre les fermetures et pour la reconnaissance des maladies professionnelles des verriers. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

## Pif & Hercule Hygiène bucco-dentaire\*



### L'Humanité

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

**Vente militante** 01 49 22 73 47

**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

#### Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements

#### Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs

de l'Humanité

**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles),

Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

**Numéro ISSN** 0242-6870

**Dépôt légal** Date de parution

**Commission paritaire** 1124 C 79615

**Tirage du mercredi 4 septembre** 39 121 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique

et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.

Eutrophisation P.Tot : 0,01 kg/tonne.



**FACE AUX ATTAQUES DE CERTAINS MILIEUX FINANCIERS ET REACTIONNAIRES PERSONNE NE NOUS FERA TAIRE SOUTENEZ-NOUS!**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT** €

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à *l'Humanité*, souscription, immeuble Calliope, 5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

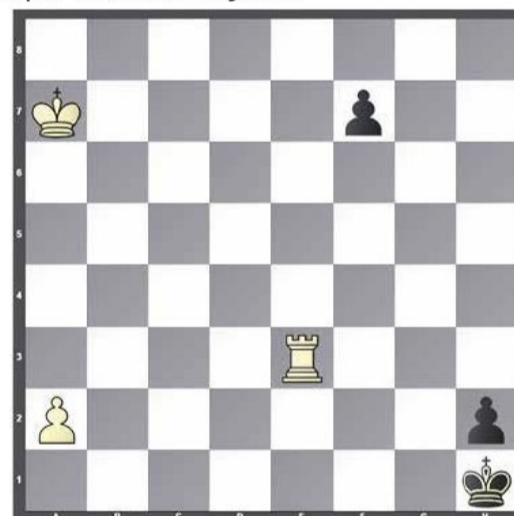
**DÉFISCALISATION**  
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.  
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

**L'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**

## LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : \*facile, \*\*difficile, \*\*\*très difficile

### ETUDE DE A. KURJATNIKOV, 1972 \*\*\*

Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : 1. Te8!! (par exemple : 1. Te8 f5 2. a4 f3 4. Tf8 Rg2 5. Tf8+ =. Le coup joué contrôle la case f5.) 1... Rg2 2. Tf5+ Rf2 3. Tf5 Rg2 4. Rb6 h1d (si : 4... f5 5. Tf5+ i Rb3 6. Tf5 h1d 7. Tf5+ Rg2 8. Tf5 h1d 9. a4+-) 5. Tf5 Rg2 6. Rc5! Rg2 7. Rd4 Rg3 8. Re4! (mais pas : 8. Re5? Rg4 9. Rf6 Rf4 10. a4 Rg4 11. a5 Rf5 12. a6 Rf6 13. a7 Rb7=) 8... Rg4 9. a4 f5+ 10. Rd3! f4 11. a5 f3 12. a6 Rg3 13. a7 f2 14. Re2 Rg2 15. a8D+ Rg1 16. Dg8+ Rh2 17. Rxf2 1-0

**Code des symboles :** ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ ++ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

# Maghreb : quelles résistances aux autoritarismes ?

**DÉMOCRATIE** Après la révolte populaire en Tunisie, le mouvement du 20 février au Maroc et le hirak en Algérie, un long et rude hiver a succédé aux printemps arabes, mais la lame de fond est toujours là.

**E**n 2011, une vague de soulèvements populaires, dénommée printemps arabes, secouait le monde arabe. Depuis, outre les guerres et les violences au Machrek, une chape de plomb s'est abattue sur le Maghreb, où s'étaient levés tous les espoirs. Le peuple tunisien avait balayé le régime de Ben Ali ; le mouvement du 20 février au Maroc donnait lieu à une nouvelle Constitution ; un peu plus tard, le pacifique hirak en Algérie avait mis fin à l'immuable Bouteflika. Que reste-t-il de ces soulèvements et de cet espoir ? Au Maroc, la contestation a été étouffée en contrepartie des quelques avancées de l'Instance équité et réconciliation. En Tunisie, figure de proue de ces mouvements avec l'amorce d'un processus démocratique prometteur, le retour de bâton est effrayant. Le président Kaïs Saïed s'est arrogé presque tous les pouvoirs, ses opposants crouissent en prison ou sont muselés. En Algérie, on n'en est pas loin. Les élections présidentielles du 7 septembre en Algérie et du 4 octobre en Tunisie ne serviront qu'à asseoir les autoritarismes à l'œuvre, estime-t-on dans l'opposition et au sein des sociétés civiles.

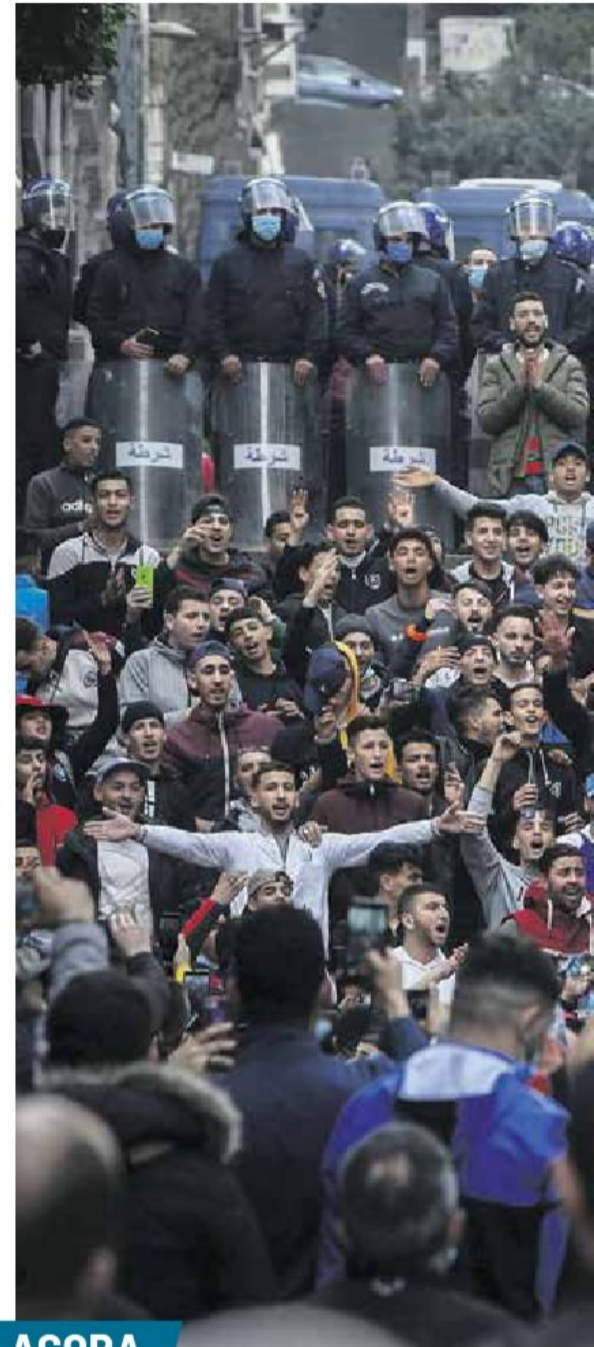
## Au Maghreb, les printemps arabes paraissent bien loin. Peut-on parler d'échec ?

**Aissa Kadri** On ne peut parler d'échec, en dépit du retour de bâton de systèmes politiques qui ont chancelé, mais qui se sont radicalisés dans une répression tous azimuts. Si l'histoire montre de manière générale que les mouvements sociaux spontanés ou faiblement organisés ont toujours fini par consolider les régimes autoritaires, les luttes sociales enclenchées au tournant de la dernière décennie

ne restent pas sans effet sur le niveau de conscience des différents acteurs et, derrière le reflux, la stabilité et le calme apparent, celles-ci continuent sous de nouvelles formes, avec de nouveaux répertoires d'action.

**Malek Khadraoui** L'histoire nous enseigne que les révolutions s'inscrivent dans le temps long. Nous n'avons pas encore le recul nécessaire pour parler d'échec. Certes, ces mouvements n'ont pas abouti à des démocraties stables. Mais ces révoltes ont mis en lumière un rejet clair des dictatures et des systèmes corrompus. Les aspirations à la liberté, à la justice sociale et à la dignité sont toujours présentes, et elles continuent de motiver des segments de plus en plus importants de la société. En Tunisie, le processus démocratique a suscité beaucoup d'espoir et a connu des avancées notables. Même si la situation actuelle est alarmante, avec cette entreprise de restauration menée par Kaïs Saïed, les acquis démocratiques, bien que fragiles, sont toujours défendus par des forces vives de la société.

**Nadia Hachimi-Alaoui** Plus qu'un moment de rupture, ce que l'on qualifie de printemps arabes, ce sont des crises liées à des transformations bien plus profondes dans nos pays et qui s'inscrivent dans un temps bien plus long. Au Maroc, le mouvement du 20 février, porté par des grandes marches dans les agglomérations urbaines, était le fait de coalitions assez hétéroclites rassemblant militants des droits humains, sympathisants islamistes et partis d'ultragauche. Les marches ont eu lieu dans les grandes villes – Casablanca, Tanger, Marrakech. Depuis les années 2000, il y a eu régulièrement des mouvements de contestation et de révolte, mais localisés, dans des territoires plutôt marginalisés, notamment dans le Sud, donc avec peu de retentissement. Le mouvement du 20 février a mis en lumière les limites du modèle de développement et le creusement des inégalités avec l'orientation néolibérale de l'économie enclenchée dans les



**AGORA**

années 1990 et accélérée au tournant des années 2000, avec la privatisation des services publics et le recours au partenariat public-privé qui n'ont pas permis de réduire les inégalités, déjà criantes. La dimension socio-économique des revendications du mouvement du 20 février a été l'expression d'une volonté de plus grande équité dans la répartition des fruits du développement. Il y a eu aussi une demande de clarification du jeu politique et une contestation de l'économie de la rente, de la corruption, des conflits d'intérêts.

## Au Maroc, quelles réponses ont été apportées à ce mouvement ?

**Nadia Hachimi-Alaoui** Une révision de la Constitution initiée par le roi, chef de l'État qui, de ce fait, s'est positionné comme un acteur du changement. La nouvelle Constitution de 2011 limite les pouvoirs du roi et introduit des contre-pouvoirs, elle institutionnalise un système bicéphale : le roi, chef de l'État avec un pouvoir toujours fort mais encadré, et un chef de gouvernement qui est le chef du parti majoritaire. Le résultat est que c'est le parti islamiste Parti pour la justice et la démocratie (PJD) qui a le plus profité de l'ouverture politique de 2011. Il est arrivé en tête des élections législatives et est resté dix années au pouvoir.



Manifestation pour la démocratie à Alger, le 6 février 2021. FAROUK BATICHE/DPA VIA ZUMA PRESS

**AISSA KADRI**  
Sociologue  
spécialiste  
de l'Algérie



«Les réseaux sociaux restent  
un espace privilégié de diffusion  
d'informations et de débats.»

**MALEK KHADRAOUI**  
Journaliste,  
cofondateur et  
directeur du site  
tunisien inkfada.com



«Les aspirations à la liberté,  
à la justice sociale et à la dignité  
sont toujours présentes.»

**NADIA  
HACHIMI-ALAOUI**  
Professeure de  
science politique,  
université  
de Rabat, Maroc



«On a un courant des droits  
de l'homme très affaibli et un  
débat politique réduit à zéro.»

**Qu'est-ce qui a permis un tel durcissement  
des régimes en place et un tel recul des libertés,  
notamment en Algérie et en Tunisie ?**

**Aissa Kadri** Les régimes politiques ont vu en ces mouvements des processus de déstabilisation à plusieurs niveaux : d'une part, ce qu'ils appellent traditionnellement « la main de l'étranger » ; d'autre part, des forces internes en voie de radicalisation. Passé l'incertitude du moment de basculement du rapport de force, la reprise en main, au-delà de réformes cosmétiques, va se faire plus répressive. Le contexte international va s'y prêter : les droits de l'homme connaissent partout des reculs, les guerres perdurent partout dans le monde, mettant à nu l'inanité du droit international. L'Europe a besoin de régimes stables qui puissent contrôler de potentiels candidats à l'émigration, elle ferme donc les yeux sur les atteintes aux libertés. Le contexte géopolitique régional et international, les menaces qui se profilent aux frontières nourrissent les discours nationalistes souverainistes, légitimant du même coup les pouvoirs en place garants de la stabilité nationale et de la paix civile par rapport à un Occident perçu comme faisant passer ses intérêts au détriment du respect des droits.

**Malek Khadraoui** Depuis le 25 juillet 2021, en Tunisie, Kaïs Saïed a dissous le Parlement, changé la Constitution de 2014 et mis en place un régime hyperprésidentiel sans contre-pouvoirs crédibles. Ce coup d'État constitutionnel s'est opéré à la stupéfaction de beaucoup, mais aussi avec un soutien populaire notable. Plusieurs raisons à cela : une profonde instabilité politique et économique, amplifiée par la pandémie de Covid, a créé un climat de ras-le-bol généralisé. La population est déçue, notamment par l'échec des partis politiques et, à leur tête, le parti islamiste Ennahdha. Ce sentiment a renforcé l'idée, pour une partie non négligeable des Tunisiennes et Tunisiens, qu'un régime fort et centralisé pourrait offrir plus de stabilité. Le régime s'est appuyé sur un discours nationaliste, complotiste et sécuritaire, affirmant protéger le pays contre des menaces internes et externes. Cette stratégie a créé un climat de peur, de répression et d'autocensure, entraînant une nette régression des libertés individuelles et collectives.

**Nadia Hachimi-Alaoui** Les partis politiques n'ont pas su se renouveler. Au Maroc, le parti islamiste s'est construit sur un discours et un fonctionnement démocratiques, ce qui n'est pas le cas des partis traditionnels. Deux traits distinguent la situation politique actuelle, de mon point de vue : une opacité totale dans la prise des décisions et un conservatisme exacerbé de la justice. Au ministère de l'Intérieur – sujet de ma thèse –, il y a un courant très sécuritaire qui semble avoir trouvé dans la justice sa pleine expression. C'est là que se trouve le cœur du conservatisme politique au Maroc, le cœur de l'autoritarisme, soit un corpus juridique extrêmement liberticide.

**Malek Khadraoui** En Tunisie, le désenchantement à l'égard des partis politiques post-révolutionnaires, qui n'ont pas réussi à répondre aux attentes économiques et sociales, a créé une ouverture pour des figures comme Kaïs Saïed. Son discours populiste, axé sur la lutte contre la corruption, la protection de la souveraineté nationale et la remise en question des élites politiques, a su capter l'attention. Ce discours simpliste séduit d'autant plus que les institutions démocratiques sont perçues comme inefficaces ou corrompues.

**Dans chacun des pays du Maghreb, sous quelle forme  
et de quelle manière la société résiste-t-elle ?**

**Nadia Hachimi-Alaoui** La société marocaine est traversée par des visions et des dynamiques politiques très contradictoires. Le courant conservateur, qui comprend une partie de la haute technocratie marocaine et des partis politiques, envisage le politique au prisme sécuritaire. Il considère qu'un effort a été fait par le Maroc dans les années 2000, particulièrement en matière d'ouverture politique et de respect des droits de l'homme avec l'Instance équité et réconciliation, qui, appuyée par les

/// associations des droits de l'homme, avait alors accompli un travail considérable : reconnaissance des années de plomb, réhabilitation des victimes. Il y a eu, depuis, une sorte d'institutionnalisation du mouvement « droit-de-l'homme » avec le sentiment que ce qui devait être fait a été fait. Résultat, on a aujourd'hui un courant des droits de l'homme très affaibli et un débat politique réduit à zéro. En fait, nous vivons une crise de l'intermédiation politique du fait notamment que les organisations syndicales n'ont quasiment plus de poids. Il y a eu de grandes grèves dans les années 1990. Aujourd'hui, il s'agit de mouvements sociaux très sectorialisés, localisés et plutôt corporatistes. Ces deux dernières années ont été marquées par des grèves à répétition dans le secteur de l'éducation et contre la réforme de la médecine. Mais elles n'ont pas d'impact significatif sur le rapport de force politique et ne portent pas sur la question centrale des inégalités.

**Malek Khadraoui** La société tunisienne résiste principalement à travers l'action de syndicats, d'organisations de la société civile et de certains partis politiques (ou ce qu'il en reste), des avocats, des juges et de médias indépendants. L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la principale force syndicale du pays et actrice majeure de la transition démocratique, est quasiment inaudible et empêtrée dans une crise interne. Des associations comme la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) et des mouvements citoyens dénoncent les atteintes aux droits et libertés, tandis que les médias indépendants et certains médias privés continuent tant bien que mal d'informer et de critiquer le régime malgré les pressions.

**Aissa Kadri** La situation générale des pays du Maghreb est, à quelques nuances près, celle d'un vide politique qui devrait inquiéter les gouvernants des différents pays, car ce vide est lourd de menaces. Les structures d'intermédiation sont domestiquées, les forces organisées, quasiment inexistantes, ont été mises sous contrôle et les journalistes embastillés. Les réseaux sociaux numériques, même de plus en plus surveillés et contrôlés, restent un espace privilégié de diffusion d'informations, de débats et d'opinions, notamment pour la jeunesse populaire. Les résistances restent individuelles, elles mobilisent ici ou là des personnalités dans certains secteurs comme la culture, l'édition, l'université, certains membres de partis politiques d'opposition, mais elles restent fragmentées, isolées et inaudibles.

#### Quelles sont les alternatives possibles pour créer un rapport de force qui ouvre un chemin d'espoir ?

**Aissa Kadri** La croyance des régimes autoritaires d'en avoir fini avec ces mouvements sociaux dits du printemps arabe est une perspective trompeuse. L'alternative est là, dans le dynamisme d'une jeunesse qui participe aux bruits du monde, dans l'émergence et la participation des femmes qui s'émancipent, dans les luttes au quotidien des classes populaires, dans l'apport des diasporas. L'alternative à l'autoritarisme ne peut également faire l'impasse sur les interrelations de proximité entre peuples maghrébins. Les sociétés restent travaillées au fond par des demandes de participation citoyenne et de refus de l'autoritarisme qui sont toujours là. La résurgence des mouvements sociaux est inéluctable, elle pose seulement la question du moment et des formes par lesquels ceux-ci vont s'affirmer dans l'espace public.

**Malek Khadraoui** L'unité entre la société civile, les syndicats et les partis politiques est essentielle pour créer un rapport de force. Un front démocratique large et des réformes économiques inclusives sont cruciaux pour restaurer les institutions et redonner espoir. Parallèlement, la mobilisation des jeunes et l'utilisation des outils numériques peuvent amplifier les revendications populaires, tout en dénonçant le soutien international implicite aux régimes autoritaires. ■

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR LATIFA MADANI

## Financer l'école publique

**R**especter, donner espoir et envie à toute la jeunesse exige de développer la seule école qui la scolarise sans discrimination, l'école publique laïque. Fabrique pour faire société sur des bases communes partagées, elle permet à chacun, in fine, de faire les choix conscients qui lui reviennent. Elle devrait recevoir les moyens humains et matériels pour faire vivre ses ambitions intellectuelles et civiques. Elle n'a cessé d'être affaiblie. Elle est à l'os.

Le second degré public, par exemple, a subi vingt ans de sous-investissement alors que ses effectifs élèves explosaient : 27 650 emplois en moins pour 158 000 élèves en plus depuis 2006. Depuis 2017, y maintenir le taux d'encadrement exigeait d'en créer 10 600, 8 500 ont été supprimés. C'est un abandon de l'école publique par un gouvernement hostile à ses principes égalitaires et émancipateurs : destruction du lycée professionnel, chère et inefficace politique de l'apprentissage (17 milliards d'euros en 2022), barrières à la poursuite d'études avec Parcoursup, privatisation de l'orientation, tri social et scolaire dès 11 ans par les groupes de niveau au collège. Cette œuvre réactionnaire constitue une attaque frontale contre les élèves des classes populaires (majoritairement les plus fragiles scolairement) et les ambitions de l'école publique.

Pourtant, tous les parents, massivement usagers de l'éducation nationale, veulent la meilleure

**GRÉGORY FRACKOWIAK**  
Secrétaire national  
du Snes-FSU

école pour leurs enfants. C'est aussi l'intérêt du pays pour toute la jeunesse. Une large unité syndicale et associative est réalisée pour dé-

fendre l'école laïque. La résignation n'est donc pas de mise. Il faut recruter des fonctionnaires. Pour cela, rendre attractifs les métiers impose de rattraper la perte de pouvoir d'achat des enseignants et de les revaloriser (coût, au moins 10 milliards d'euros). La baisse des effectifs élèves de la décennie à venir doit permettre l'amélioration du taux d'encadrement par la création d'emplois. Il faut 5 milliards d'euros par an sur dix ans pour la rénovation énergétique du bâti scolaire. Rien d'impossible pour qui en a la volonté

### TRIBUNE

politique : en finir avec la gabegie sur l'apprentissage (10 milliards d'euros à récupérer), renoncer à la générali-

sation du service national universel (3 milliards d'euros), revenir sur les cadeaux à l'école privée et les dérives de son financement public dans la perspective d'en sortir graduellement (1 à 12 milliards d'euros à terme).

Une autre fiscalité et une autre distribution des fonds publics financeraient les réformes structurelles de développement de l'offre de formation et de sa qualité, du premier degré au supérieur. Cela réaliserait aussi la gratuité effective, particulièrement utile à la scolarisation des élèves des familles les plus défavorisées. Les lignes bougent, la bataille de l'opinion est gagnable. ■

## Paris 2024: une défaite culturelle de l'extrême droite

**D**urant ces jeux Olympiques, l'audace créatrice et réjouissante des spectacles de la cérémonie d'ouverture et l'enthousiasme populaire qui a suivi infligent à mes yeux une défaite à l'extrême droite et ses croisés dans la guerre idéologique menée aujourd'hui. L'obsession identitaire et suprémaciste qui les parcourt refuse d'accorder le moindre crédit à ce que sont Aya Nakamura ou Barbara Butch, totalement étrangères à leur norme réactionnaire, et on frise l'apoplexie quand leur présence se conjugue avec l'évocation astucieuse de l'Académie française et de la BNF ou la présence d'Alexandre Kantorow jouant du Ravel. Ils s'obstinent à diaboliser des chorégraphies et des sons bizarres autant que l'emploi de références esthétiques et artistiques qu'ils sont convaincus d'avoir préemptées à vie (même quand ils se ridiculisent à les confondre). L'idée d'une révolution en cours et le symbole de la concorde dans une société où chacune et chacun puisse trouver sa place en toute quiétude leur sont étrangers.

Que notre pays s'affiche ainsi les rend manifestement fous de rage. Entendons-nous sur le sens de cette défaite. Elle ne marque pas, comme on le

**EDGARD GARCIA**  
Directeur de Zebrock

lit ici ou là, la victoire de la culture pop (attribut de modernité) sur les académismes (dont l'extrême droite est pétrie), ni celle de la mondialisation culturelle sur le repli identitaire.

La belle diversité des propos et esthétiques convoqués par Thomas Jolly et ses équipes inflige une défaite cinglante en ceci qu'elle postule le droit de chacune et chacun de se trouver transporté par cet enchaînement subtil de tableaux et de séquences artistiques et de s'y découvrir un appétit de comprendre et de connaître qui a vite enflammé les discussions et les réseaux sociaux. Et, éventuellement, d'aller plus loin.

En effet, l'étonnement joyeux et la curiosité qu'on y entend ne sont-ils pas un bien précieux pour l'avenir démocratique du pays ? Nous y devinons la perspective de femmes et d'hommes cultivés, nourris de connaissances solidement référencées et argumentées qui sont tout autre chose que « la ref », en forme de clin d'œil, vantée chaque jour, où l'on confond connaissances et connivence ; tolérants et ouverts à des esthétiques et des propos étranges, voire bizarres et dérangeants, et disponibles pour en comprendre les clefs et les ressorts ; des citoyennes et des citoyens qui échappent à la catégorisation de

### TRIBUNE

# Un bloc social face aux forces fascisantes

**L**a situation politique actuelle est marquée par la montée de mouvements et de figures politiques que l'on peut qualifier de fascisantes, telles que Marine Le Pen en France, Giorgia Meloni en Italie ou Donald Trump aux États-Unis, parmi d'autres. Mais, pour comprendre ce phénomène, il importe d'analyser la dynamique de fascisation des droites néolibérales et sociales-libérales à l'échelle nationale et internationale, ainsi que ce que cela implique pour les forces de gauche, les mouvements sociaux et les problématiques écologiques.

Il serait naïf ou contre-productif de se concentrer uniquement sur les figures de l'extrême droite sans examiner le phénomène plus large de fascisation qui touche toutes les droites néolibérales et sociales-libérales, dont la Macronie et ses équivalents occidentaux sont parmi les principaux protagonistes.

Ce processus, théorisé par Friedrich Hayek et Milton Friedman au cours de la Grande Dépression des années 1930, et que l'on peut qualifier de néolibéralisme factieux, n'a d'autre but que de renflouer le capitalisme. Des personnalités comme

**ANDRÉ PRONE**  
Environnementaliste,  
poète et essayiste

Le Pen, Meloni, Trump et d'autres, ainsi que leurs mouvements, ne sont que la partie émergée de l'iceberg de ce « nouveau bloc bourgeois » qui œuvre à sortir le capital décadent de sa crise systémique et environnementale. En effet, derrière ces figures fascisantes se cache, notamment depuis la prétendue crise pétrolière des années 1970, ce bloc bourgeois incarné par les droites classiques et les courants sociaux-libéraux qui cherchent à protéger le capitalisme à tout prix, tout en faisant mine de combattre certains mouvements ouvertement fascistes. Ce soutien implicite entre l'extrême droite, la droite classique et certaines branches du social-libéralisme se manifeste principalement dans la défense du « soldat Capital ». Leurs objectifs communs, parfois dissimulés, sont d'autant plus importants qu'ils sont soutenus par des institutions supranationales telles que le FMI, l'OMC, l'Union européenne et l'Otan, dont le rôle crucial dans le maintien de l'ordre néolibéral factieux mondial est à souligner.

Par conséquent, attaquer les figures politiques de l'extrême droite et leurs mouvements, sans analyser l'ensemble des objectifs capitalistes qui les sous-tendent,

peut conduire à une compréhension superficielle des enjeux idéologiques et géopolitiques en cours. Pour construire une riposte politique et écologique efficace, il importe de distinguer entre le bloc électoral et le bloc social. Bien que l'importance du premier ne doive pas être négligée, la priorité doit être donnée à la construction d'un bloc social capable de mener des luttes sociales et écologiques de grande envergure, tout en travaillant à construire des solidarités de classe et des pratiques relevant de ce que nous pourrions qualifier de « quotidienneté écomuniste ». C'est particulièrement pertinent face à une social-démocratie qui, tout en se réclamant de la gauche, est loin d'être une force de transformation et agit avant tout comme un accompagnateur du néolibéralisme.

La question centrale consiste donc à savoir comment contenir et renverser ce « nouveau bloc bourgeois fascisant », notamment avec la faiblesse des forces qui prétendent incarner un bloc électoral de rupture. La construction d'un bloc social

solide et organisé est indispensable pour contrer efficacement les dynamiques fascisantes. Cela nécessite une mobilisation intense, une éducation politique approfondie et la formation d'alliances stratégiques au sein des mouvements de gauche et progressistes, des forces syndicales, associatives, écologiques et citoyennes, sur de véritables positions de classe. Voilà pourquoi l'analyse politique de la situation actuelle doit se situer au-delà des figures individuelles et examiner les dynamiques systémiques et idéologiques qui sous-tendent la montée des droites fascisantes.

Quant à la riposte, elle nécessite une claire distinction entre le bloc électoral et le bloc social, capable de porter une véritable transformation politique, sociale, culturelle et écologique. Le rôle du Nord global dans ce processus doit également être pris en compte, car les pays qui le composent jouent un rôle de premier plan dans la perpétuation des politiques néolibérales factieuses du nouveau front bourgeois à l'échelle nationale et internationale. ■

**Le Pen, Meloni, Trump et d'autres ne sont que la partie émergée de l'iceberg de ce « nouveau bloc bourgeois ».**

**TRIBUNE**

consommateurs de contenu à laquelle les industries culturelles (fausses amies de la culture populaire) s'emploient chaque jour à les réduire. Des femmes et des hommes qui enjambent dans les deux sens la vieille et bien dominatrice dichotomie cultures savantes/cultures populaires et considèrent que la création doit être encouragée et défendue dans son essence libératrice, que les conformismes et les assignations doivent régulièrement être dynamités, que les répertoires, les traditions et autres patrimoines parfois vite ringardisés sont un bien commun à partager, et que le travail/acte de création trouve ici une place nouvelle, émancipatrice – temps long de l'apprentissage et temps long de la compréhension emmêlés, dépassement quotidien de soi, à rebours des stériles injonctions de consommation et de reproduction rapides que le marketing nous inflige chaque jour.

Cette embellie olympique, dans le contexte où elle survient, met à point de l'eau au moulin de l'action pour mettre à jour et promouvoir les principes, les actions et outils d'une démocratie cultivée qui ne peut exister sans un puissant service public de la culture, occupé tout à la fois d'encourager, avec constance et exigence, la création, la formation, la diffusion autant que l'éducation artistique et culturelle, notamment en direction des publics jeunes, et bénéficiant des moyens budgétaires de cet engagement. Continuer de faire enrager l'extrême droite et le libéralisme en faisant de la création artistique un bien commun réellement partagé : voici un beau chantier pour le Nouveau Front populaire. Et bravo à Paris 2024 de l'avoir ouvert. ■



# RENÉ MOUSTARD

## « Le sport populaire favorise l'émancipation »

**PARUTION** À l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération gymnique et sportive du travail, l'ancien professeur d'éducation physique, dirigeant historique du mouvement, en retrace, dans un livre d'entretiens, les origines et met en évidence l'importance d'un courant internationaliste.

**L**oin du sport business professionnel et mondialisé, la Fédération gymnique et sportive du travail (FSGT) perpétue une approche sociale et émancipatrice du sport populaire. Ancien professeur d'éducation physique, figure historique de ce mouvement associatif dont il a été un militant et un dirigeant, y exerçant des responsabilités pendant trente-cinq ans, René Moustard partage, dans un livre d'entretiens (1) avec le journaliste Julien Le Gros, son riche et triple parcours de militant syndical, politique et sportif. En annexe, des textes du Sud-Africain Sam Ramsamy, ancien président du Comité olympique non racial, et du Palestinien Anwar Abu Eiseh, ancien représentant du conseil supérieur de la jeunesse et des sports de l'OLP en Europe, permettent d'approcher la visée internationaliste et humaniste de cette action. Loin d'être réservée à des élites sociales ou réduite aux performances individuelles, l'activité sportive est un élément majeur de nos existences sociales.

### Quelles sont les origines du sport populaire en France ?

À l'origine, le mouvement sportif français a suivi le modèle des clubs anglais qui se sont développés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les premiers clubs hexagonaux en avaient suivi l'inspiration et étaient de fait adaptés à la bourgeoisie française. Ils étaient guidés par une double logique de compétition, via les courses aux médailles et la spécialisation des disciplines sportives, isolées les unes des autres. Cette logique unisport a développé une pratique qui a écarté les milieux populaires puisqu'ils n'étaient pas concernés par cette orientation bourgeoise. Parallèlement, à la même époque, c'est la logique de l'olympisme qui s'est développée. Pierre de Coubertin a pensé le sport comme une activité humaine éducative. Ces deux logiques ont fonctionné de manière parallèle : les jeux Olympiques ont longtemps été interdits aux professionnels.

### Comment est née la Fédération sportive et gymnique du travail ?

La FSGT a été créée en décembre 1934 par la fusion des deux organisations sportives, l'une communiste, l'autre socialiste. Si elle s'apprête donc à fêter son 90<sup>e</sup> anniversaire, on peut selon moi en faire remonter les origines bien en amont, à la création des clubs ouvriers en 1907. Dans les faits, c'est l'activité communiste qui a été dominante et dynamique. Reste que la FSGT s'est créée dans et par une union de militants qui n'avaient pas perdu leurs différences. Derrière l'union, il y avait la désunion. À l'origine du sport populaire, des clubs ouvriers s'étaient créés dans la perspective de la révolution, en dehors du mouvement sportif. Par essence, le sport populaire ne s'arrête pas à la question du sport : il essaie de contribuer à l'émancipation des travailleurs.

### Quels ont été les principaux apports de la FSGT ?

Le mouvement sportif a d'abord été organisé suivant le modèle du sport compétitif et élitiste, modèle qui ne fonctionnait pas pour tous et toutes. La FSGT a fait valoir l'approche populaire des clubs ouvriers, c'est-à-dire le sport pour tous et toutes, qui s'adaptait à leur milieu de vie, leur quartier, leur entreprise. Une expérience a été organisée durant l'été 1977 au centre de vacances de la CCAS, les activités sociales des industries électrique et gazière, à Agde (Hérault). Elle illustre toute la conception innovante du sport populaire. Des fêtes et des jeux ont été organisés pour démontrer que faire du sport populaire devait partir des vacanciers eux-mêmes, en sortant des sports spécialisés. Une étude a montré qu'avant cette expérience, 20 % des vacanciers participaient aux activités sportives proposées. Après cette expérience, dont les résultats ont été quantifiés, 50 % des vacanciers ont été pratiquants sportifs. Le sport populaire, c'est toujours la transformation du modèle sportif dominant en pratique du sport pour tous et par tous.

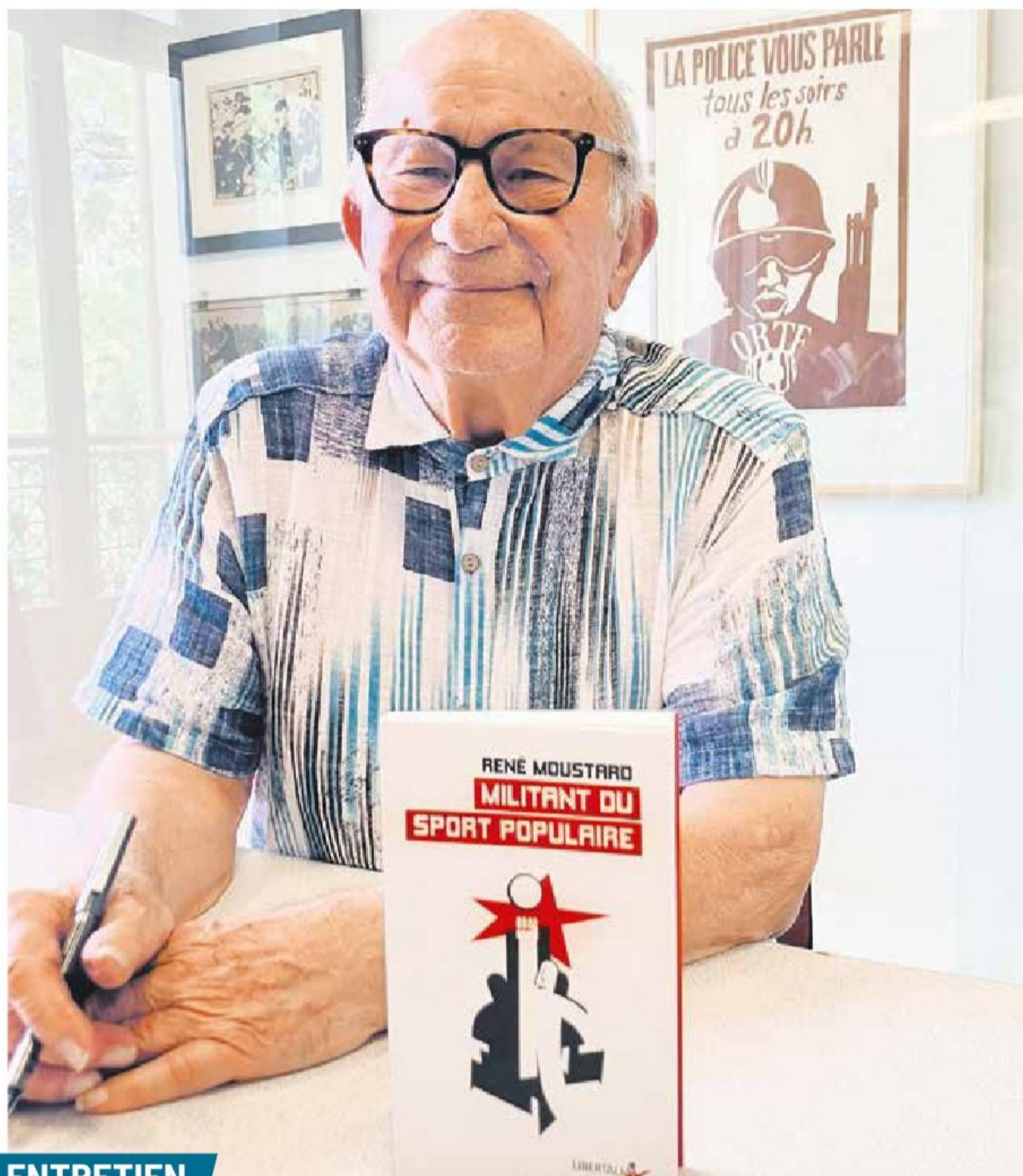
### En quoi la FSGT renvoie-t-elle au sport populaire émancipé ?

La FSGT a créé un conseil pédagogique et scientifique pour associer les compétences des scientifiques et des enseignants. Le but était de promouvoir « l'auto-socio-transformation », pour montrer qu'un individu n'est jamais autre chose qu'un être social. Je préfère maintenant le terme d'émancipation, qui désigne le

processus de se séparer et de s'extraire d'une domination. L'autogestion est un concept qui a été utilisé a posteriori, pour donner du pouvoir aux élèves et aux apprenants. Tout a commencé de manière très concrète. L'autogestion devait être mise en œuvre en décidant que la colonie de vacances devait s'organiser en référence au plan Langevin-Wallon de 1947 qui avait développé une logique de mise en situation pour permettre aux enfants d'être responsables tout en appliquant des consignes, d'être autonomes tout en faisant partie d'un dispositif. Pour cela, on a organisé la colonie sous la forme d'une petite république, la « République de Gai-Soleil ». Elle comprenait notamment différentes commissions pour permettre aux moniteurs comme aux délégués des enfants de s'exprimer et de prendre en charge l'organisation. J'ai assumé les fonctions de directeur pédagogique du collectif de direction de ces colonies, en autogestion à partir de 1966. L'expérience de cette démocratie fondée sur ce qui partait d'en bas a été menée pendant dix ans, chaque été.

### Pouvez-vous revenir sur l'engagement de la FSGT contre le régime d'apartheid sud-africain ?

L'apartheid a été l'application d'une logique de société organisée légalement à partir de la séparation des races, blanche, noire, métisse. À la même époque, les années 1960-1970, le mouvement olympique avait affirmé un principe de non-discrimination raciale. Le CIO a décidé, en 1970, d'exclure le Comité olympique sud-africain du mouvement olympique. Cette décision a ébranlé le régime sud-africain, qui a perdu son étendard sportif. Dans ce contexte, la rencontre avec Sam Ramsamy, militant sud-africain d'origine indienne, professeur d'éducation physique, a été déterminante. Installé à Londres après avoir fui l'Afrique du Sud, il représentait l'organisation sportive de la résistance en Afrique du Sud. Grâce à son aide, en 1980, la FSGT a pu inviter M.-N. Pather, le secrétaire du South African Council on Sport (Sacos), qui était de passage vers l'ONU. Il est intervenu lors d'un congrès de la FSGT pour expliquer aux 800 participants la réalité du système d'apartheid sud-africain. Ce fut le déclencheur d'un processus de coopération entre la FSGT et le mouvement sportif non racial sud-africain.



## ENTRETIEN

**En quoi a consisté le double engagement de la FSGT pour reconnaître simultanément, au début des années 1980, le sport travailliste israélien et le sport palestinien organisé par l'OLP depuis Beyrouth ?**

Aujourd'hui, je ne peux pas au préalable ne pas évoquer l'émotion que je ressens chaque jour face à la guerre menée par l'armée israélienne contre la population de Gaza. C'est en octobre 1980 qu'il y a eu des rencontres. La FSGT entendait créer les conditions d'une reconnaissance réciproque entre les mouvements sportifs israéliens et palestiniens, et entendait éviter le double obstacle suivant : la non-reconnaissance de l'État d'Israël du côté palestinien et la non-reconnaissance des Palestiniens en Israël. La FSGT a entendu se limiter au domaine sportif, dans l'esprit de l'olympisme. En 1993, à Pau, une course a été organisée par la FSGT pour la paix avec notamment deux sportifs, l'un israélien et l'autre palestinien. En sport, rien n'est neutre mais tout n'est pas politique selon les États et les institutions. Sur le terrain de la solidarité, bien des choses sont possibles. Durant mes plus de

**«La fête s'est faite en dépit de la démesure capitaliste des jeux Olympiques, car les gens en ont essentiellement besoin.»**

trente années d'action au sein de la FSGT, j'ai pu rendre visite aux Palestiniens et aux Israéliens, et j'ai pu mieux comprendre le fond du problème. L'injustice initiale faite aux Palestiniens de ne pas avoir eu d'État, conformément à la résolution de l'ONU en 1947, a eu des conséquences pour les deux peuples, pourtant condamnés à vivre ensemble sur un petit territoire. Aujourd'hui, ce qui m'intéresse en priorité, ce sont les décisions de la CII, qui permettraient de remettre au centre la justice, la reconnaissance de l'injustice dont est victime le peuple palestinien.

**Que vous inspirent les jeux Olympiques ?**

À partir de 1984, les Jeux sont entrés dans l'ère du capitalisme triomphant, qui met fin à la présence des amateurs. Le CIO a changé ses règles. Le monde de l'argent est devenu la perspective principale. En tant que militant de l'olympisme, je suis préoccupé. Je distingue les fédérations unisport et le mouvement olympique omnisports dont la finalité est l'éducation. On ne regarde pas de la même façon

le Mondial de foot au Qatar et les JO de Paris. Je me réjouis que certaines caractéristiques aient été conservées, notamment la conception omnisports des Jeux et le parcours de la flamme olympique. Mais je ne peux mettre de côté le poids de la marchandisation du sport spectacle et du sport business. Les JO de Paris ont passé un cran dans le mouvement du gigantisme qui pourrait avoir des conséquences sur le monde du travail, auprès de tous ceux et toutes celles qui seront indispensables dans les services publics. Quel intérêt présentent ces jeux Olympiques pour le monde du travail et la population, quand ils peuvent subir tant d'effets négatifs ? Les JO de 2024 ont été préparés comme un événement planétaire, le plus important de l'histoire des jeux Olympiques. En France, l'objectif principal a été le rayonnement dans le monde, le développement du tourisme. Deux cents pays y participent, avec leur comité olympique, 10 000 sportifs, 20 000 journalistes, des millions de spectateurs, plus de 50 sports, pour un budget de 9 milliards d'euros. Les 45 000 bénévoles, les travailleurs du service public ont ressenti l'intérêt de participer à cette aventure et d'en faire une grande fête populaire. Comme militant de l'olympisme, de grandes questions me viennent. Qu'est devenu l'olympisme en 2024 ? Est-ce le début d'une autre époque ? Le spectacle télévisuel, la progression des performances au service des intérêts financiers ? L'activité physique et sportive reste pour moi une des plus importantes pour les populations, à condition qu'elle soit d'abord une pratique, et non des exploits exceptionnels des athlètes... L'olympisme doit rester sur le terrain du progrès humain. Même dans le capitalisme, il est possible de dégager des éléments positifs. La fête populaire s'est faite en dépit de la démesure capitaliste de ces Jeux, car les gens en ont essentiellement besoin.

**Quelles mesures politiques pourraient le mieux encourager le sport pour tous et toutes ?**

Mon activité politique depuis 1956 et mon adhésion au PCF se sont toujours orientées dans le sens de militer pour la promotion de l'activité physique et sportive pour tous. Quel état des lieux opérer pour voir clair sur une politique qui a tant sacrifié dans le domaine du sport populaire ? Je propose une phase d'évaluation de la place et des conditions de l'activité physique et sportive dans les milieux populaires. Il faut tirer des enseignements des expériences passées, dont celle du Front populaire des années 1934-1936, celle du Conseil national de la Résistance (congrès en juin 1946 sur le sport), des assises de l'éducation physique et des sports pendant les années 1970. Il s'agit de repenser les relations entre l'État et la population, en renversant le système institutionnel pour placer au centre la population, avec des services publics disposant des moyens nécessaires. Il faudra considérer les différents âges de la vie, les conditions et les formes de pratique. Je suis intéressé par ce que le NFP va pouvoir proposer, malgré les tentatives pour le faire disparaître. L'activité physique et sportive fait partie des activités humaines parmi les plus importantes.

**Du haut des 89 ans que vous portez si bien, en quoi êtes-vous « un militant du bien-vieillir » ?**

L'être humain est un être social. Son développement dépend de sa vie en société. On peut continuer à développer le versant social pour continuer d'inventer les conditions d'un bien-vieillir. En 2020, j'ai réorganisé ma vie militante, à la suite du choc du Covid qui a vu le décès brutal de Lucien Sève en mars 2020, auquel je me réfère pour penser cet être social. Je m'engage dans un travail d'étude du système des maisons de retraite pour analyser les obstacles au bien-vieillir. Un article de Luc Ferry, en 2024, parlait du naufrage inévitable du vieillissement. C'est la conception du capitalisme contre laquelle je lutte ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS MATHEY

(1) Militant du sport populaire, de René Moustard avec Julien Le Gros, éditions Libertalia, 192 pages, 12 euros.

LE BLOC-NOTES DE  
JEAN-EMMANUEL  
DUCOIN

## Rentrée(s)

**RÉSONANCE** Drôle d'été, étonnante rentrée. J'aurais le disant en son temps : « Il ne faut avoir aucun regret pour le passé, aucun remords pour le présent, et une confiance inébranlable pour l'avenir. » Les temps changent. Et le concept même de « rentrée » ne possède plus que la lointaine saveur d'un retour en arrière mélancolique. Après les séquences électorales, le Tour de France, la parenthèse enchantée des jeux Olympiques puis Paralympiques, les événements états-uniens, la suite des guerres en Ukraine et à Gaza, sans parler de quelques drames ça et là qui distillèrent, par leur surgissement imprévisible, des ombres de doute sur l'état du monde, le sentiment du bloc-noteur, en ce début septembre, se résume plutôt par ces mots : le macronisme, c'est long, surtout vers la fin... Plus de cinquante jours de consultations, d'oscillations, de tergiversations, dont la résonance antidémocratique n'aura échappé à personne. Les écrivains du futur s'amuseront à détailler « l'époque » et se demanderont comment un pouvoir suprême, celui d'un prince-président élu, monarque d'une V<sup>e</sup> République à bout de souffle, aura pu à ce point organiser le vide d'une nation comme la France, l'une des patries de la politique, désormais assommée et presque réductible à un Mac Macron II, lui-même rétréci, embrouillé, qui se rêve encore en Machiavel au petit pied.

**INJONCTION** Les Français, qui, sur injonction présidentielle, ont voté trois fois en un mois, ont assisté, avec un mélange de stupeur et d'irritation, à ce temps gaspillé. D'autant que, malgré leur vote aux législatives, une autre injonction leur tombe de nouveau sur le dos depuis des semaines : la fa-

Droitisation  
de la France,  
vraiment ?

meuse « droitisation » de la société française, devant laquelle on ne pourrait rien, sinon s'incliner. Donc en tirer toutes les conclusions, en acceptant des décisions politiques toujours plus droitières et économiquement ultralibérales. Reste un fait : l'extrême droite a beaucoup progressé dans les urnes. De même, la banalisation des idées xénophobes et réactionnaires se constate un peu partout où nous avons la chance de voyager sur le territoire, comme si la parole n'avait plus de filtre, comme si l'espace public était devenu un déversoir de l'inacceptable. Tout cela est vrai. Pourtant, le politiste Vincent Tiberj, auteur de *la Droitisation française, mythe et réalités* (éditions du PUF), conteste, dans les grandes lignes, le glissement mécanique des électeurs vers un conservatisme pur et dur. Selon lui, « s'il y a bien une droitisation à l'œuvre, c'est celle des acteurs de notre vie politique, pas des citoyens », déclare-t-il, cette semaine dans un entretien accordé au *Nouvel Obs*. Il précise d'ailleurs : « Les résultats des élections, marquées par une forte abstention, ne reflètent pas l'évolution de la société française. La droite et ses médias imposent des thèmes de débat, et de son côté, la gauche assume mal ses convictions. C'était criant lors de la dernière campagne : exceptionnellement courte, elle n'a pas permis d'aborder des questions comme les inégalités sociales, la redistribution, les impôts. Les maigres débats ont été dominés par l'insécurité et l'immigration. » Et Vincent Tiberj insiste : « Mais ce que montrent les enquêtes sur les valeurs des Français ne va pas du tout dans ce sens : ils sont devenus plus en plus ouverts et tolérants vis-à-vis des minorités : immigrés, homosexuels, juifs... Et la demande d'égalité et de solidarité ne faiblit pas. »

**DEMAIN** Malgré la mutation mortifère des médias, marquée par une polarisation d'une ampleur et d'une nature inédites, les valeurs dites « de gauche », universelles et authentiquement républicaines, seraient donc plus que jamais, et très largement, partagées : tolérance des minorités, attachement aux services publics, égalité... « Cette droitisation du débat public a contribué à détourner des citoyens des urnes et à amplifier ce que j'appelle la « grande démission » des électeurs, explique le politiste. Il ne faut jamais oublier que l'abstention est massive dans les classes populaires : 46 % des ouvriers n'ont pas voté aux dernières législatives. » La France des votants actuels ne serait donc pas nécessairement la France de demain. Pour Vincent Tiberj, il y a une condition : que la gauche cesse de « se laisser dicter les enjeux par la droite et l'extrême droite ». Une bonne feuille de route pour la rentrée, non ? ■

## Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à l'Humanité,  
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

## Trêve olympique

Marie Del Rosario

Cognin (Savoie)

Bien sûr, les places étaient trop chères ! Mais, je crois que l'on peut dire que les JO ont été un succès grâce aux sportifs et aux sites magnifiques mis à disposition pour les épreuves : la Seine pour l'ouverture, le Grand Palais, Versailles, etc. Et puis, et surtout, il n'y a pas eu de gros problèmes de transport, ce que nous craignons ! Il faudrait bien que ça continue pour la vie de tous les jours. Quant à la sécurité, au fil de vos articles, vous avez l'air de penser que l'on en a trop fait, mais je me dis que s'il était arrivé quelque chose, qu'aurions-nous dit ? Qu'est-ce que l'on aurait fait à la place ? Bien sûr, on retrouve maintenant tout ce que Macron a mis en suspens et les militants ont bien eu besoin de repos après ces phases politiques invraisemblables ! ■

## COURRIER

## Pour une autre politique

Jean Lapeyre

Par Internet

Oui, le Nouveau Front populaire (NFP) n'a pas de majorité absolue qui serait la facilité pour passer tout son programme. Le fait est qu'aucun groupe politique n'a de majorité absolue. Donc, le NFP, arrivé en tête, n'est pas plus dans l'impossibilité de passer son programme que le conglomerat de Macron. Donc, la question ne se pose plus en tant que majorité mais en tant que programme. Pour permettre à un gouvernement NFP de pouvoir gérer le pays sans recours au 49.3, sauf cas extrême, il lui faut prendre référence aux textes ci-après, qui ont tous été adoptés pratiquement à l'unanimité, favorisant l'expression majoritaire du Parlement. Sans aucune priorité, je cite les articles 2, 20 et 21 de la Constitution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de l'ONU de 1946 (il y a aussi celle de la France), l'article 2 de la déclaration de l'OIT appelée « déclaration de Philadelphie », de 1944, les pactes internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de 1966, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> points du préambule de l'UE de 1957 jamais remis en cause, la résolution de l'ONU de 2015 intitulée « Transformer le monde d'ici 2030 ». Un gouvernement NFP peut alors passer sans opposition à une politique économique et sociale élaborée à partir de ces textes référents. Qui pourrait s'y opposer ? Mis à part ceux qui pensent comme Warren Buffett : « Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons. » ■

## Gravité

Jean-Marie Servais

Rocroi (Ardennes)

L'Humanité publie, dans son édition du 29 août, un article sur la confiscation du pouvoir de la gauche et du NFP par la présidence macronienne, interview à la clé. Les personnes interviewées soulèvent en effet une question grave : en vertu de quel droit, de quelle légitimité, le président de la République peut-il exclure, écarter la force politique plébiscitée par la plus grande part des électeurs ou décider d'avance de son incompetence sur simple décision arbitraire ? Cela n'existe dans aucune démocratie européenne digne de ce nom. C'est d'autant plus incohérent qu'Emmanuel Macron a fait ses premiers pas au sein de la gauche sous François Hollande, à laquelle il tournera vite le dos, trahissant son mentor pour, en fin de compte, en cette fin du mois d'août, la renier complètement. Ce louvoiement interpellé déjà beaucoup en soi, mais, plus grave encore, cette discrimination arbitraire à l'adresse d'autres forces politiques adoucies par plus de 50 % des électeurs prend une tournure que toute la presse française devrait présenter comme illégale, encore faut-il qu'elle en ait le courage !

C'est une véritable dérive autoritariste qui renvoie deux tiers des électeurs dans leurs tranchées ! Impossible, par exemple, en Belgique où, politiquement, personne ne dispose d'un tel pouvoir personnel. Cette « belle France », idéalisée par les JO comme un pays de rêve où tout est beau, tient plutôt d'un régime aux allures monarchiques, où le chef de l'État outrepassa ses prérogatives et son rôle au point de retourner le verdict des urnes à « sa sauce et à son avantage » afin de garder les pleins pouvoirs. Fait d'une grande gravité, car l'intégrité du président n'est plus digne de foi et ne peut qu'être remise en cause. Et c'est bien là toute l'origine du chaos politique actuel. Diviser l'opposition pour mieux régner. Si personne ne le voit, c'est triste. La presse ne peut plus se taire, ce que l'on peut appeler à juste titre la « confiscation » du pouvoir est devenu une réalité politique. Et tout le monde subit sans se rebeller, comme si 1789 n'avait pas vécu. Si par lâcheté ou quelque crainte, la presse passe cette évolution abusive du pouvoir présidentiel sous silence, on pourra lui imputer une part de responsabilité quand la colère des exclus s'emparera à nouveau de la rue, avec toute la violence qu'elle pourrait réveiller. ■



Des soldats français, en marche durant la bataille de la Marne, sont ravitaillés en eau par une paysanne. EVERETT COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

# La bataille de la Marne, prélude à la boucherie

**PREMIÈRE GUERRE MONDIALE** Du 6 au 13 septembre 1914, le combat fait rage à Varreddes. Sous le commandement du général Joffre, les troupes françaises, soutenues par les Britanniques, parviennent à stopper l'avancée de l'armée allemande, qui marchait sur Paris.

**D**éfaites en Moselle comme dans les Ardennes belges, pliant bagage à Charleroi, les armées françaises battent en retraite à vive allure à la fin août 1914. L'histoire semble se répéter ; le spectre de 1870 flotte sur la France. En quittant la capitale pour Bordeaux, le 2 septembre, le président Poincaré a carrément confié la protection des musées et des monuments parisiens à l'ambassadeur américain, l'invitant à tout faire pour protéger la vie et les biens de la population. Le gouverneur militaire de Paris, le général Gallieni, sait qu'il ne résistera pas longtemps face à la déferlante allemande : von Kluck, à la tête de la première armée allemande, a 300 000 hommes sous ses ordres quand lui n'en a que 60 000. Il n'a eu de

cesse de réclamer des renforts à Joffre mais ce dernier, qui envisage de livrer bataille sur la Seine puis dans le Morvan, ne lui a rien accordé, ou presque. Tout semble donc écrit, et pourtant...

Le 3 septembre, le général Gallieni découvre que, au lieu d'investir Paris par le nord-ouest, von Kluck poursuit l'armée française en retraite, à l'est de la capitale. C'est l'occasion de l'attaquer sur le flanc, avec toutes les forces de la capitale, et de le prendre en tenaille pour peu que Joffre veuille ordonner la contre-attaque sur tout le front. Pour convaincre celui-ci, cela ne va pas sans mal, et il est encore plus dur de persuader les Britanniques, alors à Melun, de faire volte-face. Ceux-ci, en effet, considéraient que la bataille de France est perdue et envisagent de gagner au plus vite un port de l'Atlantique pour y rembarquer leur armée ! Ils consentent finalement à participer à

cette bataille de la dernière chance... mais ils marcheront tellement lentement qu'ils n'y joueront aucun rôle.

La bataille décisive commence le 5 septembre, peu après midi, quand les forces venues de la capitale prennent par surprise l'aile droite allemande au nord de Meaux, sur un front d'une dizaine de kilomètres. Le 6 septembre, toutes les armées françaises cessent de reculer pour faire front. L'ordre du général Joffre est depuis passé dans l'histoire : « Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. » Mais Joffre croit tellement à la victoire qu'il fonce vers son nouveau QG, à Châtillon (Côte-d'Or) après avoir donné cet ordre inflexible ! La bataille se déroule sur un front de plus de 200 kilomètres, mais les batailles décisives ont lieu au nord de Meaux, là où Gallieni attaque sur le flanc ennemi. Le

6 septembre, les combats sont acharnés, le village d'Étrépilly est pris et perdu à de multiples reprises, et les Français repoussés sur les hauteurs de Varreddes, à quelques centaines de mètres – où s'élève aujourd'hui le musée de la Grande Guerre de Meaux. Le 7 septembre est particulièrement indécis. Von Kluck envoie toutes ses forces contre l'armée de Paris, ne laissant qu'un rideau de cavalerie plus au sud. Pour éviter d'être débordé par le nord, Gallieni a l'idée géniale de réquisitionner les taxis de la capitale pour convoier le plus rapidement possible les soldats sur Nanteuil-le-Haudouin. Contrairement à la légende patriotique, ce ne sont pas ces 5 000 hommes jetés dans la fournaise qui ont apporté la victoire, mais cet épisode des taxis parisiens est resté dans la mémoire nationale comme l'expression du génie français, plus porté à l'improvisation qu'à l'organisation minutieuse.

## TROIS JOURS DE FEU ININTERROMPU

Malgré cette initiative, qui empêche le débordement de l'ennemi, la journée du 8 est dramatique. Après trois jours de combat ininterrompu, Gallieni sait que ses troupes sont épuisées, qu'il n'a plus de réserves, donc qu'il ne pourra plus résister bien longtemps face à un ennemi qui concentre toutes ses forces face à lui. C'est que, sur son flanc sud, von Kluck a de la chance : les Britanniques remontent si prudemment qu'il peut espérer battre les Français avant d'être pris en tenaille. Mais le 9, les voilà enfin sur la Marne, du côté de Trilport et de La Ferté-sous-Jouarre – la situation devient périlleuse pour les Allemands. Alors que von Kluck veut continuer à se battre, son voisin, chef de la II<sup>e</sup> armée, von Bulow, décide de battre en retraite. Il s'inquiète du trou apparu dans les lignes allemandes entre son armée et celle de von Kluck, depuis que ce dernier a rompu la liaison pour masser ses forces au nord de Meaux. Si les Français et les Britanniques s'en aperçoivent, ils risquent de s'y engouffrer et de disloquer les armées allemandes ; jusque-là ils ont été abusés par un rideau de cavalerie, mais il est trop dangereux de tenter le diable. En décrochant, von Bulow oblige donc von Kluck à faire de même, et chacun rejette sur l'autre la responsabilité de la défaite.

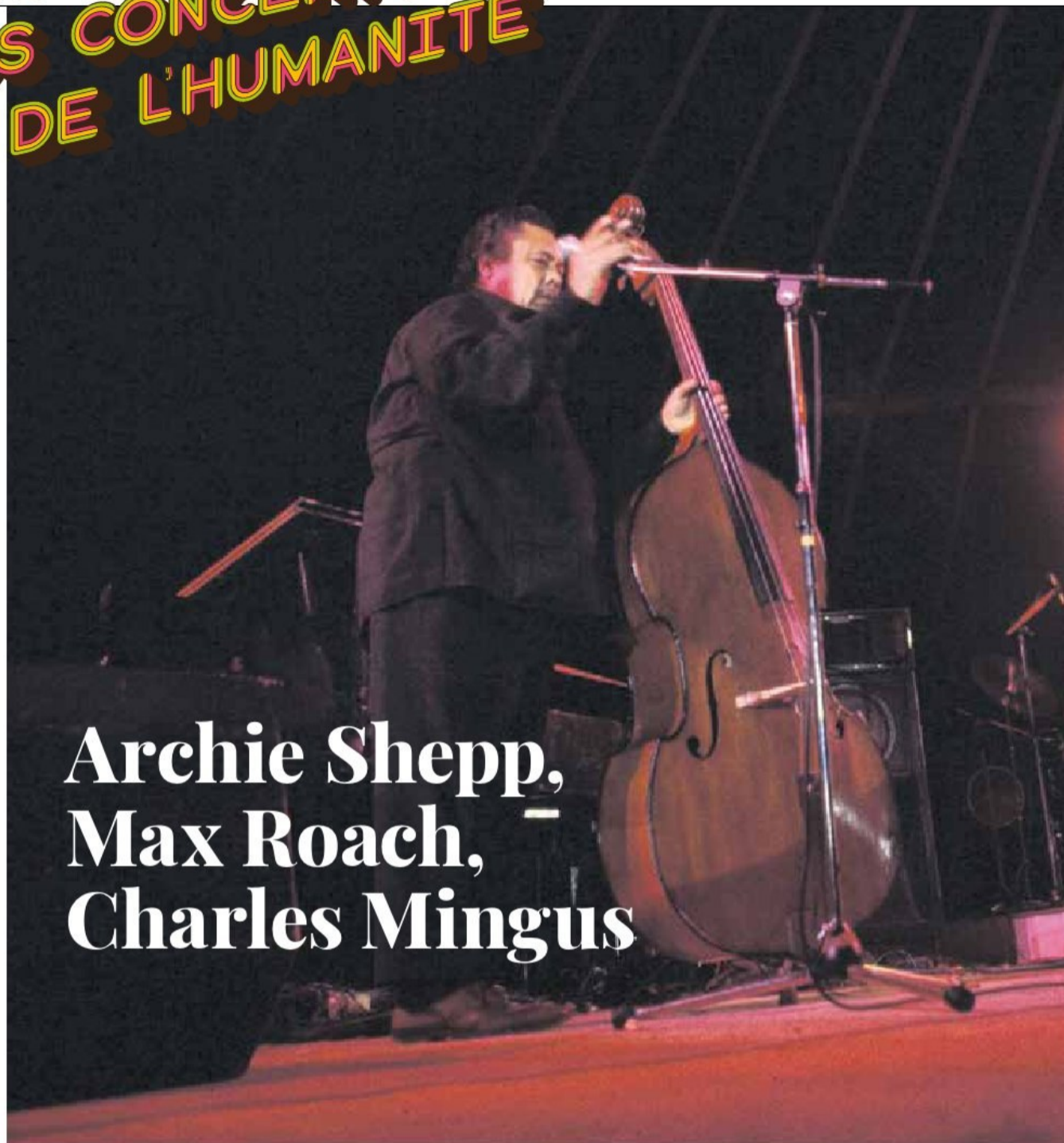
Dans leur communiqué du 10 septembre, les Allemands ne parlent que d'un repli tactique et non d'une défaite, et pourtant ce recul de 80 à 110 km, jusque derrière l'Aisne, est bien la fin des illusions germaniques. Quelle cruelle surprise pour Berlin que cet incroyable coup d'arrêt à 50 km à peine de la capitale française, alors que la partie semblait jouée ! Incontestablement, il existe une part de mystère dans cette bataille de la Marne qui renverse la fortune de la guerre au dernier moment. Von Kluck, le vaincu, le reconnaît dans ses mémoires : « Que des hommes ayant reculé pendant dix jours, que des hommes couchés par terre et à demi morts de fatigue puissent reprendre le fusil et attaquer au son du clairon, c'est une possibilité dont il n'a jamais été question dans nos écoles de guerre. » ■

**JEAN-YVES LE NAOUR**  
HISTORIEN

# LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

La Fête de l'Humanité  
convie trois des  
musiciens qui ont placé  
le jazz à l'avant-garde des  
esthétiques modernes.  
Un choix audacieux qui  
donnera lieu à une soirée  
légendaire.

## Archie Shepp, Max Roach, Charles Mingus



Charles Mingus  
sur scène à  
La Courneuve.  
PIERRE PYTKOWICZ - MÉMOIRES  
D'HUMANITÉ / ARCHIVES  
DÉPARTEMENTALES  
DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**L**a couverture est exceptionnelle. Plusieurs pages dans l'Humanité avant et après l'événement. « Victoire du jazz », affiche même le journal sur la largeur et en lettres capitales, le mercredi qui suit la Fête. Comment expliquer qu'en cette année 1976, la venue de trois ambassadeurs du jazz moderne, le contrebassiste Charles Mingus, le saxophoniste Archie Shepp et le batteur Max Roach, fasse l'objet d'un tel emballement ? Le journaliste Alain Guérin insiste encore sur le « sentiment de victoire » après le « marathon musical de plusieurs heures » qui a électrisé le Kiosque à musique, l'une des scènes de la Fête d'alors, et ne lésine pas sur les mots quand il salue une véritable ode à « l'acuité combattante et l'universelle portée de ce langage direct qu'est la musique noire américaine ».

Tout en faisant preuve d'une étrange contrition : « Il avait fallu que bien des incompréhensions fussent surmontées, bien des malentendus dissipés à l'égard des musiques noires américaines.

Et du jazz en particulier », avance le journaliste qui soupçonne ses camarades d'avoir envisagé que le jazz ne puisse être que « bon à bercer les ultimes sursauts de l'agonie du capitalisme américain ». Terribles œillères qui suscitent une mobilisation extraordinaire de la rédaction. On a même droit, dans les pages dédiées à la Fête de l'Humanité, à un long article en forme d'essai, signé Richard Crevier, sur l'importance de cette musique d'avant-garde. L'Humanité semble bien décidée à remplir son « rôle d'éclaireur », pour reprendre les mots de Guérin.

Des journalistes sont dépêchés « à 4 heures du matin » pour recueillir la parole des gloires du jour, qui viennent d'enchaîner leurs sets respectifs. Shepp d'abord, qui s'agace d'une question sur le « mysticisme de John Coltrane », prophète free mort neuf ans plus tôt. « Je ne laisserai pas dire que John Coltrane était un mystique. Et si vous voyez un courant mystique dans le jazz actuel, c'est que vous en êtes resté au negro spiritual. Il s'est passé beaucoup de choses depuis, vous savez. » Rude mais juste : n'était-ce pas le reproche que formulait Guérin ? Roach ensuite, qui enfonce le clou

politique, évoque le Vietnam, les luttes aux États-Unis et salue ses hôtes : « Ce qu'il y a de fascinant quand on joue dans votre Fête ou celle de l'Unita en Italie, c'est la liberté que le public nous donne. »

### « LES COMMUNISTES, JE LES CONNAIS DEPUIS LONGTEMPS. CASTRO, C'EST UN COPAIN »

Autre paire de manches avec Mingus, qui, fidèle à sa réputation de musicien bourru, répond par aphorismes au journaliste, quand il daigne le faire... « Moi, les communistes, je les connais depuis longtemps. Castro, c'est un copain », lâche-t-il cigare au bec, impressionnant du poids de ses 120 kilos, avant de fulminer : « Comment se fait-il que, dans une fête communiste, on n'ait pas de vodka à m'offrir ? » Puis le journaliste de courir au stand du Rhône pour lui ramener, faute de vodka, du beaujolais, qu'il descend cul sec. Le journal de la Ligue communiste révolutionnaire, Rouge, plus sensible aux avant-gardes, couvre amplement l'événement et salue « l'un des plus beaux concerts européens de Shepp », puis souligne la présence d'un public nombreux, tout en déplorant qu'il fut interloqué par l'audace des musiciens. Un pas en avant des masses, aurait dit Lénine, pas plus ! ■

CLÉMENT GARCIA

Lundi : James Brown, 1982.  
Retrouvez les épisodes  
précédents sur  
[www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

# 1976